



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9765^e séance

Mercredi 30 octobre 2024, à 10 h 25

New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Baeriswyl (Suisse)

Membres :

Algérie	M. Merabet
Chine	M. Fu Cong
Équateur	M. Montalvo Sosa
États-Unis d'Amérique	M. Wood
Fédération de Russie	M. Nebenzia/M ^{me} Evstigneeva
France	M. Dharmadhikari
Guyana	M ^{me} Rodrigues-Birkett
Japon	M. Yamazaki
Malte	M ^{me} Frazier
Mozambique	M. Fernandes
République de Corée	M. Sangjin Kim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Eckersely
Sierra Leone	M. Kanu
Slovénie	M. Žbogar

Ordre du jour

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2024/741)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 25.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2024/741)

La Présidente : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Serbie à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Marko Đurić, Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie.

La Présidente : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Caroline Ziadeh, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2024/741, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Ziadeh.

M^{me} Ziadeh : Permettez-moi de vous féliciter, Madame la Présidente, ainsi que votre pays, la Suisse, et votre équipe, pour votre excellente présidence du Conseil ce mois-ci.

(l'oratrice poursuit en anglais)

J'ai l'honneur d'informer le Conseil des derniers faits nouveaux survenus au Kosovo depuis la publication du rapport du Secrétaire général (S/2024/741), qui couvre la période du 16 mars au 15 septembre de cette année, et de faire part de quelques observations d'ordre général.

Au cours de mes entretiens avec des responsables à Belgrade et à Pristina, ainsi qu'avec des acteurs politiques

et civils locaux et des partenaires internationaux, j'ai entendu – et je souscris à ce que j'ai entendu – une aspiration à un dialogue constructif et à des relations pacifiques, bien que la situation sur le terrain reste fragile et que les progrès soient timides.

Lors de ma dernière visite dans le nord du Kosovo en septembre, les organisations de la société civile, les acteurs politiques et les habitants ont tous exprimé de vives inquiétudes quant aux effets négatifs des récentes mesures unilatérales touchant leurs droits économiques, sociaux et politiques. Ils ont expliqué que les récentes fermetures de bureaux de la Poste de Serbie et de bureaux municipaux gérés par le Gouvernement serbe, dont le dernier en date à Skenderaj/Srbica le 16 octobre, ont limité l'accès aux services essentiels, en particulier pour la communauté serbe du Kosovo. Ces difficultés ont aggravé les effets des mesures antérieures, telles que la réglementation sur l'utilisation du dinar et la fermeture des succursales de la caisse d'épargne Poštanska štedionica. Les membres de la communauté ont également exprimé leur inquiétude face aux signes indiquant que les autorités de Pristina pourraient tenter d'asseoir leur contrôle sur les institutions d'enseignement et de santé financées par la Serbie.

Dans le contexte des discussions menées dans le courant de l'été sur la réouverture du pont sur la rivière Ibar/Ibër à la circulation des véhicules, et face au nombre croissant d'arrestations de Serbes du Kosovo pour de prétendus troubles à l'ordre public, nous avons constaté une augmentation notable de l'activisme civique dans le nord du Kosovo, notamment parmi les groupes de femmes et les étudiants. À cet égard, je dois faire part de mon inquiétude face aux arrestations d'individus, pour avoir exercé leur liberté d'expression et de réunion. Ces dernières semaines, un certain nombre d'allégations ont fait état d'un emploi excessif de la force et de mauvais traitements infligés par la police lors d'arrestations et de gardes à vue dans le nord du Kosovo. Ces allégations font actuellement l'objet d'une enquête de l'Inspection générale de la police du Kosovo. La publication des conclusions de l'Inspection, une fois les enquêtes terminées, pourrait contribuer à renforcer la confiance dans les institutions. Je note qu'il y a quelques minutes à peine, l'Inspection a recommandé la suspension de deux policiers impliqués dans la détention d'un Serbe du Kosovo sur la place Saint-Lazare le 26 octobre.

La promotion et la protection des droits humains sont au cœur même de notre mission au Kosovo. Au vu des évolutions récentes, il est indispensable de renforcer les mesures visant à promouvoir davantage l'égalité et la

non-discrimination, s'agissant en particulier de défendre les droits de propriété, de préserver le patrimoine culturel et de respecter pleinement les droits linguistiques de toutes les communautés. Je salue les efforts déployés par le Médiateur pour nouer le dialogue avec les différentes communautés, et je l'encourage, ainsi que son équipe, à continuer de s'acquitter de son mandat en toute indépendance. Je me félicite également des progrès récemment accomplis par le Groupe de travail sur les personnes portées disparues et des efforts continus qui sont faits pour répondre aux attentes des familles, dont l'angoisse actuelle pèse lourdement sur le tissu social.

Un an après la grave atteinte à la sécurité survenue à Banjska/Banjskë, je continue d'appeler à ce que les auteurs de ces actes soient amenés à en répondre en temps voulu dans le cadre de procédures judiciaires complètes, équitables, transparentes et indépendantes, qui sont cruciales pour favoriser la stabilité. De tels actes de violence sont inacceptables et ne doivent pas se reproduire. En ce qui concerne cette affaire, nous notons que les trois accusés en détention ont comparu pour la première fois devant le Tribunal de première instance de Pristina le 9 octobre. Au total, 45 personnes sont visées par de multiples chefs d'accusation, y compris le terrorisme.

Les négociateurs en chef se sont réunis à Bruxelles jeudi dernier sous l'égide de l'Union européenne. La décision de créer un groupe de travail pour faciliter l'entrée de certains produits périssables et les progrès en matière d'interconnexion énergétique sont des avancées dont il convient de se féliciter. Il est essentiel d'intensifier les efforts pour veiller à ce que ce dialogue facilité par l'Union européenne aboutisse à des résultats concrets. Le dialogue, que nous appuyons fermement, reste primordial pour régler les questions en suspens, y compris la création de l'association/communauté des municipalités à majorité serbe. C'est en adoptant des approches constructives fondées sur l'ouverture et en respectant les accords conclus de haute lutte au fil des ans que les efforts en cours seront couronnés de succès. Je pense que les deux parties ont conscience que pour progresser véritablement vers des résultats politiques décisifs, il faut faire fond sur la confiance acquise grâce à la concrétisation d'objectifs réalisables. Je salue la position prudente adoptée par le Conseil judiciaire du Kosovo, qui laisse la porte ouverte à un éventuel retour des juges issus de la communauté serbe du Kosovo, conformément au dialogue permanent facilité par l'Union européenne.

La levée, le 8 octobre, de l'interdiction d'entrée des marchandises en provenance de la Serbie, assortie d'un

consensus sur les procédures de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale, a débouché sur neuf accords visant à stimuler la prospérité économique régionale. Le transit des marchandises serbes vers le Kosovo a désormais repris. Il est impératif de remédier sans tarder aux goulets d'étranglement actuels. Les progrès récents démontrent qu'il est possible d'approfondir les efforts en faveur de l'intégration régionale grâce à des compromis diplomatiques constructifs et au consensus. Le déblocage attendu des premiers fonds du plan de croissance, à la suite de l'adoption par la Commission européenne des programmes de réforme présentés par les Gouvernements des Balkans occidentaux, imprimera l'élan nécessaire pour poursuivre et renforcer l'intégration et la coopération régionales.

Le renforcement de la confiance à tous les niveaux reste la pierre angulaire d'un avenir partagé et meilleur pour tous. Les conclusions du récent rapport sur l'indice de confiance, établi par une organisation non gouvernementale locale dans le cadre du projet Barabar appuyé par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), mettent en évidence le manque de confiance dans les institutions et le pessimisme grandissant quant aux perspectives de confiance entre les communautés. Pourtant, la plupart des Albanais et des Serbes du Kosovo interrogés considèrent que la réconciliation est essentielle pour assurer un avenir meilleur aux générations futures, ce qui souligne qu'il importe d'œuvrer au renforcement de la confiance – peut-être aujourd'hui plus que jamais – pour réaliser des progrès.

En conséquence, la Mission reste déterminée à encourager les efforts sur le terrain visant à renforcer la confiance entre les communautés, notamment dans les domaines des droits humains, de l'état de droit, des femmes et la paix et la sécurité, et des jeunes et la paix et la sécurité. Fidèle à son engagement à encourager la participation effective des femmes et des jeunes aux processus politiques, la MINUK a récemment appuyé des discussions de haut niveau sur la promotion de l'égalité des genres dans le cadre du dialogue. Ces échanges ont débouché sur des recommandations concrètes en faveur d'une gouvernance et d'une prise de décisions prenant en compte les questions de genre. En outre, faisant fond sur le succès de la sixième édition de l'Assemblée régionale de la jeunesse aux Nations Unies, 130 délégués de la jeunesse locaux et régionaux ont participé à l'événement « Les jeunes et la paix et la sécurité à l'ère de l'IA », qui s'est déroulé au Kosovo au mois de mai. La MINUK continue d'organiser des ateliers pour doter les jeunes de diverses communautés du Kosovo des compétences nécessaires pour lutter contre la désinformation et la mésinformation.

Vu que la période qui précède la campagne électorale approche à grands pas, il est crucial que les dirigeants politiques et tous les secteurs de la société créent un environnement dans lequel les électeurs se sentent confiants, engagés et convaincus que la participation de toutes les communautés, y compris la communauté serbe du Kosovo dans le nord, peut déboucher sur des résultats concrets. Il faut pour cela garantir l'exercice pacifique du droit de vote en tant qu'élément du droit de participer à la conduite des affaires publiques. Il faut également garantir les conditions d'une large participation, qui n'est possible que lorsque les personnes se sentent en sécurité, respectées et maîtres de leur destin.

Le mois dernier, les membres du Conseil étaient réunis à l'Assemblée générale pour la semaine de haut niveau. Au cours de cette semaine, les dirigeants mondiaux ont souligné la nécessité d'une action collective pour promouvoir la paix, le développement durable et la dignité humaine. Toutes ces valeurs ont une signification profonde au Kosovo et dans la région. Ces valeurs sont menacées si des actions sont entreprises qui menacent les droits, les libertés et les moyens de subsistance des différentes communautés. Depuis la salle du Conseil, j'exhorte donc toutes les parties, prises sur un pied d'égalité, à répondre à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un leadership responsable, afin que ces valeurs communes soient respectées dans l'esprit et dans la pratique.

Avant de terminer, je voudrais saluer les importantes contributions du commandant sortant de la Force de paix au Kosovo, le général de division Özkan Ulutaş, dont le leadership a été déterminant dans la gestion de plusieurs crises. Je souhaite également la bienvenue à son successeur, le général de division Enrico Barduani, avec qui je compte bien travailler en étroite collaboration.

J'invite les membres du Conseil de sécurité à maintenir fermement leur engagement en faveur de la paix, de la stabilité et de la coopération au Kosovo, et j'exprime ma profonde gratitude au Conseil pour l'appui constant qu'il apporte à la MINUK. En œuvrant de concert, nous pouvons favoriser un dialogue politique constructif, protéger les droits fondamentaux et promouvoir une sécurité et une prospérité plus durables pour tous.

La Présidente : Je remercie M^{me} Ziadeh de son exposé.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

M. Đurić (Serbie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier les membres du Conseil de

l'attention soutenue qu'ils accordent à l'escalade de la crise au Kosovo-Metohija.

Face aux graves menaces qui pèsent sur la sécurité et le bien-être de son peuple, la Serbie reste fermement attachée à la paix, à la stabilité et au plein respect des principes consacrés par la Charte des Nations Unies, de la résolution 1244 (1999) et du droit international. Alors que nous nous efforçons de relever ces défis, je tiens à souligner que la Serbie est déterminée à bâtir un avenir prospère pour tous ses citoyens. En tant que représentant de la Serbie, je peux dire avec fierté que mon pays est aujourd'hui un membre de la communauté internationale responsable et tourné vers l'avenir. La Serbie est l'un des principaux fournisseurs européens de contingents et de personnel de police à plusieurs opérations de maintien de la paix des Nations Unies, du Moyen-Orient à la Méditerranée et sur le continent africain. Après avoir enregistré un taux de croissance record pendant plus de 10 ans, le produit intérieur brut de la Serbie a plus que doublé au cours de la dernière décennie. Nous favorisons un environnement propice aux affaires qui encourage l'investissement et l'innovation. En décembre, la Serbie assumera la présidence du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle et, en 2027, ma ville natale, Belgrade, accueillera l'Exposition internationale spécialisée Expo 2027, créant ainsi de nouvelles possibilités pour l'ensemble de la région. Dans le cadre de l'initiative Balkans ouverts, lancée par le Président Vučić, le Premier Ministre Rama, de l'Albanie, et le Gouvernement de la République de Macédoine du Nord, nous avons créé un marché du travail régional unifié, et nous accueillons dans notre pays des personnes de toute la région. Des initiatives telles que le projet Digital Serbia visent à intégrer la technologie dans notre économie, promouvant ainsi une société fondée sur le savoir. Alors que nous construisons de nouvelles industries et créons des emplois, nous sommes déterminés à faire en sorte qu'aucune communauté ne soit oubliée par le progrès.

Malheureusement, le contraste avec ce qui se passe dans notre province méridionale du Kosovo-Metohija ne pourrait être plus frappant. Comme le révèlent une série de rapports de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et les événements récents, la situation au Kosovo-Metohija s'est considérablement détériorée depuis deux ans et demi, les atteintes aux droits humains et les mesures unilatérales prises par le régime d'Albin Kurti ayant créé un climat de peur et d'instabilité. Aujourd'hui, je suis ici pour détailler certaines des graves transgressions commises par son régime contre la population serbe et pour demander au

Conseil de prendre des mesures urgentes et décisives. Et comme nous le verrons aujourd'hui, la véritable question qui se pose à nous est de savoir si nous allons rester les bras croisés pendant que des innocents souffrent ou si nous allons prendre des mesures concrètes pour protéger les plus vulnérables.

Premièrement, nous célébrons cette année un triste anniversaire qu'il ne faut pas oublier. Vingt années se sont écoulées depuis le pogrom du 17 mars 2004, au cours duquel 28 innocents ont été tués et près de 1 000 autres blessés. Il s'agissait de la deuxième vague de nettoyage ethnique contre les Serbes après celle de 1999, qui a conduit à l'expulsion forcée de 250 000 personnes et à la destruction de plus de 150 églises serbes, 40 autres églises orthodoxes serbes ayant été détruites au cours de la seule journée du 17 mars.

Comme je l'ai déjà mentionné, le passé récent des Serbes du Kosovo-Metohija a été douloureux et compliqué. Compte tenu de ce passé, il est encore plus difficile de penser au présent insupportable créé par le régime d'Albin Kurti pour les Serbes du Kosovo-Metohija. Depuis le retour au pouvoir d'Albin Kurti, son administration a systématiquement intensifié les mesures visant à isoler et à marginaliser la communauté serbe. Que les membres imaginent seulement que leur monnaie est soudainement interdite, que leurs pensions de retraite sont supprimées et que l'aide sociale leur est retirée. Pour les Serbes du Kosovo-Metohija, il ne s'agit pas d'une hypothèse, c'est précisément la réalité à laquelle ils sont confrontés au Kosovo aujourd'hui. En septembre, des membres lourdement armés de la police spéciale ont pris d'assaut les bureaux de poste dans des municipalités à majorité serbe, paralysant de fait les activités quotidiennes. Il est devenu pratiquement impossible d'exercer des droits fondamentaux, tels que l'enregistrement de la naissance d'un enfant ou l'accès aux prestations sociales fournies de manière égale à tout le monde par le Gouvernement serbe. La violence contre les Serbes s'est fortement intensifiée. Rien qu'en 2024, plus de 90 attaques ont visé spécifiquement des personnes et des biens serbes, sans qu'aucun de leurs auteurs n'ait été traduit en justice. Des incidents troublants impliquant des enfants ont particulièrement choqué nos communautés. Récemment, un enfant a été attaqué dans le district de Mitrovica-Nord par un homme armé de couteaux, ce qui constitue la seizième agression de ce type depuis l'entrée en fonction de M. Kurti. Combien d'attaques devons-nous subir avant que des mesures concrètes ne soient prises ?

Dans le nord du Kosovo, la population serbe est confrontée quotidiennement à une force brutale. En violation complète de tous les accords existants, la région est gouvernée par une force de police monoethnique loyale à Kurti, qui fait respecter les politiques par l'intimidation plutôt que par le consentement. En outre, l'Administration Kurti a imposé des maires albanais ethnonationalistes, qui ont été « élus » sans l'appui d'aucun Serbe et qui n'ont aucune légitimité au sein des populations qu'ils sont censés servir. Ils ne bénéficient d'aucun soutien, et pourtant ils gouvernent. Dans le même temps, le refus de Pristina d'honorer le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, qui prévoit la création d'une communauté des municipalités à majorité serbe, a privé les Serbes des protections juridiques les plus élémentaires.

Il y a deux jours à peine, dans une déclaration publique qui, une fois de plus, fait ouvertement fi des principes fondamentaux du processus de dialogue et de la primauté des lois du Kosovo, le Premier Ministre Albin Kurti a déclaré qu'il n'envisageait pas du tout de mettre en œuvre l'accord sur la communauté des municipalités à majorité serbe. Il s'agit non seulement d'un rejet des engagements pris dans le cadre de la médiation de l'Union européenne, mais aussi d'un affront direct à l'autorité du Conseil et de la communauté internationale. Le Ministre de l'intérieur Xhelal Sveçla, connu pour ses attaques violentes et avérées contre la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) il y a quelques années, a confirmé cet affront en déclarant que son administration n'avait pas l'intention de mettre en œuvre l'article 9 du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, qui garantit le retour collectif des représentants serbes au sein du Service de police du Kosovo dans le nord. Bien qu'elle ne soit pas surprenante, cette attitude de défi est scandaleuse, sape des années de dialogue et jette le doute sur la volonté de Pristina de construire un avenir pacifique. Si les accords, une fois signés, peuvent être abandonnés et tournés en dérision, quelle base reste-t-il pour la confiance et le dialogue ?

En outre, l'Administration de Pristina a pris des mesures qui violent de manière flagrante la Constitution du Kosovo. La Liste serbe, un parti politique qui a remporté une victoire écrasante dans les zones à majorité serbe lors d'élections confirmées par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Union européenne et la MINUK, se voit illégalement refuser le droit constitutionnel de nommer des représentants à des postes gouvernementaux et dans les institutions du

Kosovo. Ce déni de droits démocratiques fondamentaux met davantage en lumière le mépris de l'état de droit et des normes démocratiques au Kosovo-Metohija. Il souligne également la nécessité pour la communauté internationale de s'assurer qu'il existe des garanties contre ce type de comportement à la suite des prochaines élections législatives. Pourquoi un Serbe du Kosovo voterait-il lors de ces élections, quand bien même nous le souhaiterions, si, pour les Serbes du Kosovo-Metohija, même les droits inscrits dans la Constitution ne s'appliquent pas ?

Pour ne rien arranger, Pristina a même interdit à S. S. le patriarche serbe d'entrer au Kosovo-Metohija pour se rendre au Patriarcat de Peć, un site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, qui est également le centre spirituel et le siège historique de l'Église orthodoxe serbe. En plus de constituer une violation des libertés religieuses, cette action porte atteinte à des siècles d'héritage culturel serbe et témoigne d'un manque de respect pour les droits et libertés fondamentaux.

La violence visant les Serbes a atteint un niveau très inquiétant. Les patrouilles de police de type militaire et les défilés provocateurs des forces armées du Kosovo, qui sont illégaux en soi, ont intensifié la peur dans les régions serbes. Rien que cette année, six Serbes ont été la cible de tirs, sans qu'aucune personne ait à rendre des comptes. Qui a tiré dans le dos de Dragisa Galjak ? Cette question n'est même plus posée. Les attaques à motivation ethnique ont augmenté de 50 % depuis l'entrée en fonction d'Albin Kurti, 434 attaques ayant été recensées au cours des deux dernières années et demie. Je demande aux membres du Conseil d'imaginer que leurs communautés soient confrontées quotidiennement à ce type d'insécurité ; se sentiraient-elles en sécurité ?

Dans le nord du Kosovo, les forces de police spéciales de Pristina prennent des mesures de plus en plus radicales pour éliminer la présence serbe. Des agents armés ont pris d'assaut des institutions serbes, attaquant physiquement des civils non armés et blessant même des enfants. Je dois signaler que malheureusement, nous constatons même une augmentation du nombre de cas signalés d'agressions sexuelles contre des femmes serbes, parfois commises par des agents de sécurité du Kosovo, sans qu'une procédure régulière soit engagée contre eux.

Tout cela s'inscrit dans le cadre d'une campagne systémique visant à intimider une communauté déjà profondément ébranlée. Pas plus tard que l'an dernier, un garçon de 11 ans, Stefan Stojanović, et son frère âgé de 21 ans ont été abattus par un membre de la prétendue Force de sécurité du Kosovo lors d'une procession de

Noël. Le tireur, Azem Kurtaj, a bénéficié d'une amnistie de facto et reste totalement libre à ce jour. Quel message envoie-t-on lorsque les personnes qui font du mal aux enfants sont libérées sans subir de conséquences ?

Pour les Serbes déplacés, le retour reste un espoir lointain et très souvent dangereux. Des milliers de familles qui avaient été contraintes de quitter le Kosovo-Metohija en 1999 vivent toujours en exil, car leur retour est synonyme de graves discriminations et de risques personnels. Les événements récents soulignent cette dure réalité. Des rapatriés serbes, comme Žarko Zarić et Radovan Ristić, ont retrouvé leurs maisons vandalisées et incendiées. Au cours de la période considérée, trois maisons du village de Novake ont également été incendiées, visant les familles serbes qui avaient osé revenir. Aujourd'hui, seuls 1,9 % des 250 000 Serbes déplacés sont parvenus à rentrer chez eux. Pourquoi doivent-ils se heurter à de tels obstacles ? Quand seront-ils autorisés à réclamer ce qui leur revient de droit ?

Même ceux qui tentent de faire valoir leurs droits de propriété font l'objet d'arrestations et d'intimidations. En août, des Serbes tels que Dragan Cvetković et Miloš Šošić ont été arrêtés sur la base d'accusations sans fondement. Leur crime était simplement d'être des Serbes au Kosovo. Le Gouvernement de Kurti a récemment adopté de nouvelles mesures d'expropriation qui permettent de confisquer des terres serbes, dépossédant ainsi davantage de leurs terres ceux qui souhaitent rentrer chez eux. N'est-ce pas le droit de tout citoyen de vivre sur sa terre natale sans craindre de la perdre ?

À la lumière de ce que je viens de dire au Conseil, je tiens à faire savoir à notre communauté serbe du Kosovo-Metohija qu'elle n'est pas seule. La Serbie se tient à ses côtés dans sa lutte pour la justice, la dignité et la sécurité. Notre appui à son droit de vivre en paix, d'élever ses enfants et de préserver son patrimoine ne faiblira pas. Son courage face à l'adversité témoigne de sa résilience et de sa force. Alors qu'elle continue de se heurter à ces difficultés, elle peut être assurée que la Serbie et la communauté internationale se battent pour garantir ses droits, sa sécurité et son avenir. Nous ne permettrons pas que sa voix ne soit pas entendue, et nous défendrons sans relâche son droit de vivre librement et en toute sécurité sur la terre de ses ancêtres. Le monde doit prendre conscience du fait que sa lutte n'est pas seulement une lutte pour le territoire ; il s'agit également d'une lutte pour le droit fondamental de vivre à l'abri de la peur, dans la dignité et la justice.

Nous exigeons l'amnistie et la libération de tous les prisonniers politiques retenus en captivité par le régime

d'Albin Kurti. Il ne saurait y avoir de véritable réconciliation ni de normalisation complète tant que les plus de 80 prisonniers politiques serbes du Kosovo ne seront pas rentrés chez eux et n'auront pas retrouvé leurs proches. Nous nous souvenons tous des nombreuses amnisties collectives accordées à d'anciens membres de l'Armée de libération du Kosovo, même pour des crimes commis en Macédoine du Nord de nombreuses années après la guerre au Kosovo, sans parler du Kosovo-Metohija lui-même. Nous nous souvenons également de la photo que j'ai ici avec moi du Ministre de l'intérieur de Kurti, M. Sveçla, se tenant devant un véhicule d'EULEX incendié, et de la mafia de Kurti attaquant l'Ambassadrice des États-Unis Tracey Ann Jacobson au Parlement de Pristina, tout en bloquant les travaux de cet organe avec des grenades incapacitantes et du gaz lacrymogène pendant des mois. Sommes-nous désormais censés accepter, par exemple, que Milun Milenković Lune est un terroriste et que Sveçla est un citoyen respectueux des lois, voire un interlocuteur acceptable ?

Je tiens à préciser à la communauté albanaise du Kosovo que la Serbie n'est nullement en conflit avec elle. Notre problème, ce sont les actions et les politiques du régime d'Albin Kurti, et non le peuple albanaise. Nous sommes conscients de ses aspirations à la paix et à la prospérité, tout comme nous sommes conscients de celles de la communauté serbe. Nous l'appelons à rejeter les politiques de division et de conflit et à s'associer à nous dans la recherche d'un avenir fondé sur le respect mutuel, la sécurité et la coopération. Albin Kurti est devenu le reflet exact du régime qu'il avait entrepris de combattre il y a plus de 25 ans, et malheureusement, il l'a même surpassé à certains égards. Il est devenu un véritable oppresseur, qui pratique la discrimination et sème la division. Imaginons ensemble un avenir dans lequel les enfants albains et serbes apprennent et grandissent ensemble, les voisins se soutiennent mutuellement et la croissance économique profite à tous. Cet avenir peut se concrétiser, mais il faut pour cela rejeter les politiques extrémistes qui exacerbent les divisions. Je demande aux membres du Conseil de se joindre à nos efforts pour réclamer un Gouvernement du Kosovo qui respecte tous ses citoyens et honore ses engagements internationaux.

Mon message à la communauté internationale est que le moment est venu de prendre des mesures résolues. Les dirigeants de Pristina, sous la direction d'Albin Kurti, continuent de saper la stabilité, de violer les droits humains et de faire fi des accords internationaux. Nous avons besoin de conséquences claires pour ces agissements. Il faut imposer des sanctions au Gouvernement de

Kurti, et il faut faire preuve d'une tolérance zéro à l'égard de toute nouvelle mesure unilatérale qui viole les accords et provoque des conflits. Nous demandons instamment au Conseil de faire respecter les accords existants, en particulier le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations de 2013, et de demander à Pristina de rendre compte de l'exécution de ses engagements. La création de l'Association/Communauté des municipalités à majorité serbe n'est pas facultative. Il s'agit d'une obligation juridiquement contraignante qui doit être honorée sans délai. Les dirigeants du Kosovo doivent être contraints de respecter les droits de tous leurs citoyens et d'honorer leurs engagements en matière de paix et de sécurité. Il faut imaginer l'avenir que nous pouvons créer si nous travaillons ensemble pour protéger les droits humains, rejeter l'extrémisme et faire respecter le droit international. Cet avenir requiert des actes, pas des mots. Il est temps de demander des comptes à Kurti et de veiller à ce que les Serbes et les Albanais puissent vivre dans la paix et la dignité au Kosovo-Metohija.

Pour terminer, je voudrais poser une question. Le Conseil défendra-t-il les valeurs qu'il incarne ou permettra-t-il que les droits humains continuent de s'éroder ? La Serbie oeuvre résolument à la stabilité, à la sécurité et à la paix. Nous appelons le Conseil à réaffirmer sa détermination à protéger toutes les communautés du Kosovo, tout en garantissant la protection des libertés fondamentales.

En outre, comme indiqué le 13 septembre, Belgrade a pris une mesure essentielle en vue de lutter contre les effets croissants des actions unilatérales de Pristina, de préserver le dialogue et de rétablir la stabilité. Cette mesure appelle au rétablissement du statu quo ante, ce qui signifie que les mesures concrètes suivantes doivent être prises : convocation et tenue d'élections locales libres et démocratiques dans le nord du Kosovo-Metohija, avec la participation de la Mission de l'OSCE au Kosovo et sous le contrôle de l'Union européenne ; mise en œuvre de l'article 9 du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, moyennant le retour collectif des Serbes du Kosovo dans les rangs de la direction régionale du Service de police dans le nord du Kosovo ; rétablissement des juges et des procureurs serbes dans leurs fonctions judiciaires ; retrait des forces spéciales du prétendu Service de police du Kosovo des bases et points de contrôle construits illégalement dans le nord du Kosovo-Metohija, ainsi que leur retrait de toutes les institutions serbes qui, de 1999 jusqu'à leur fermeture illégale en 2024, ont fourni des services publics et administratifs essentiels aux citoyens ; création de toute urgence et à titre permanent de la communauté de municipalités à majorité

serbe ; application des garanties de l'Union européenne et des États-Unis annoncées le 22 décembre 2022 et libération immédiate de tous les prisonniers politiques ; et autorisation immédiate pour lever tous les obstacles aux opérations de paiement et des services postaux.

Œuvrons ensemble en faveur d'un avenir où Serbes et Albanais vivront côte à côte dans le respect mutuel. L'instauration d'une paix durable exigera de faire preuve de courage, d'honorer les engagements qui ont été déjà pris et d'entretenir la confiance. Saisirons-nous cette occasion ou laisserons-nous les divisions dicter notre avenir ? Le choix nous appartient, et l'histoire nous jugera en fonction de ce choix.

La Présidente : Je donne maintenant la parole à M^{me} Gërvalla-Schwarz.

M^{me} Gërvalla-Schwarz (*parle en anglais*) : Je dois commencer par une citation : « un mensonge peut aller jusqu'à l'autre bout du monde avant que la vérité n'ait eu le temps de mettre ses chaussures ». En ce qui concerne les informations fallacieuses, le Président Obama a déclaré que même lorsqu'il était Président, il n'avait pas compris à quel point nous étions devenus sensibles aux mensonges et aux théories du complot, bien qu'il ait passé des années à être lui-même une cible de la désinformation.

Nous vivons une époque turbulente. La manipulation est devenue un outil clé dans une guerre totale contre les pays démocratiques libres. Soyons clairs : aucun endroit au monde ne s'appelle Kosovo-Metohija. Il s'agit du Kosovo, de la Kosova, de la République du Kosovo, de la République de la Kosova. C'est comme si chaque fois que je parle de la Serbie, je l'appelais Kraljevina ou par un autre nom, ce que je ne ferai pas.

Il est inquiétant de constater ce que même des professionnels expérimentés sont prêts à croire, parce qu'ils ne peuvent pas, ou ne veulent pas, vérifier par eux-mêmes. Ils sont trop occupés et souvent trop superficiels, se contentant de lire des textes sans les analyser correctement. Nous avons entendu tellement de mensonges aujourd'hui qu'il est absolument impossible de les démentir tous dans le peu de temps que nous allons passer ensemble dans cette salle.

La plupart des États Membres ont des ambassades en République de la Kosova, qui ont confirmé qu'aucune des déclarations de M. Đurić n'était vraie. Je vais être claire : il faut pas croire un mot de ces déclarations, notamment les mensonges insensés selon lesquels les citoyens de la Kosova n'ont pas accès aux soins de santé, aux comptes bancaires ou aux services locaux. La réalité

est que de nombreux citoyens serbes des municipalités du nord de la République de la Kosova sont heureux de nous dire qu'ils peuvent enfin respirer librement sans crainte et qu'ils peuvent, par exemple, faire enregistrer leurs enfants dans les municipalités après de nombreuses années.

Les membres du Conseil savent très bien qu'ils ne s'imagineraient pas que la Chine, les États-Unis, la Slovénie, le Japon ou la Suisse autorisent un pays étranger à délivrer des papiers étrangers à leurs propres citoyens dans une municipalité locale située sur leur territoire, et encore moins un territoire dirigé illégalement par la Serbie. La présence de ces institutions serbes illégales viole de manière flagrante depuis plus de 10 ans l'accord de Bruxelles de 2013, qui n'en est qu'un parmi les nombreux accords que viole la Serbie depuis tout ce temps. Par le passé, les structures parallèles illégales ne délivraient pas les papiers nécessaires. Elles ne proposaient que des papiers serbes illégaux. Il s'agissait d'un cas de discrimination systématique, illégale et évidente de la part d'une puissance étrangère. Nous avons libéré nos citoyens de cette oppression.

Lorsque nous avons enfin rétabli l'état de droit, ils ont crié à l'injustice et dit à tort qu'il s'agissait d'une discrimination. Je demande aux membres de jeter un coup d'œil sur ce prospectus de la Serbie, que tous les membres du Conseil de sécurité ont reçu au cours des derniers jours, je crois. Chacune de ces déclarations est tout simplement erronée car elle considère la Kosova comme faisant partie de la Serbie, ce qui n'est pas le cas. Je saisis cette occasion pour présenter un seul exemple, mais il y en a beaucoup. Il donne aux membres un aperçu de ce qui, en réalité, n'est nullement une discrimination à l'encontre des citoyens de la Kosova. Aucun de ces éléments n'est vrai. Ils sont tous faux.

Nous avons instauré quelque chose de nouveau qui est très précieux pour les citoyens du nord, à savoir la normalité. En luttant contre la criminalité, nous avons instauré l'état de droit plutôt que le règne des gangs criminels parrainés par Belgrade. Nous avons remplacé le détournement des fonds publics par des services municipaux normaux. Nous avons simplement mis en place ce que les membres, dans leurs pays démocratiques déjà établis, offrent à leurs citoyens, à savoir des services publics responsables et transparents. Nous continuerons de protéger nos citoyens et d'élargir l'accès aux services qu'ils méritent et dont ils ont été privés pendant tant d'années.

Non seulement les habitants de la Kosova en ont assez des mensonges incessants de la Serbie, mais

l'influence de Vučić auprès des citoyens serbes de la République de la Kosova est également en baisse, et ce, pour de bonnes raisons. S'ils ne croient pas aux mensonges et à la propagande, personne ne devrait y croire. Mais ce n'est qu'un aspect de cette situation.

Nous devons parler d'un danger que certains n'osent pas évoquer. Nous devons parler de la guerre et de ce qu'il convient de faire pour éviter une nouvelle guerre en Europe. Certains disent que les Balkans pourraient être la prochaine cible de Poutine. Le supplétif de Poutine, Vučić, protège les terroristes qui ont mené l'attaque paramilitaire de la Serbie contre la République de la Kosova le 24 septembre 2023. Leur chef, Radoičić, l'un des individus les plus violents et les plus riches de Serbie, dont la richesse n'est pas héritée de ses parents, mais plutôt le fruit de ses crimes, était impliqué dans l'extorsion et le meurtre de citoyens serbes de la Kosova. La Kosova demande son extradition. Il est responsable de l'assassinat de notre policier et héros national, le sergent Afrim Bunjaku. M. Đurić le connaît bien pour avoir été le bras droit de Vučić dans sa lutte contre la Kosova de 2013 à 2020. Đurić et Radoičić, le tueur, se sont alliés pour éliminer les citoyens serbes décents qui voulaient simplement vivre une vie normale. M. Đurić était en poste quand Radoičić a été impliqué dans le meurtre d'Oliver Ivanović, un responsable politique des Serbes du Kosovo. Celui-ci a été abattu en pleine rue devant son bureau. Radoičić est également le principal suspect dans cette affaire. Et Đurić avait recommencé à le voir, et a même pris récemment un café à Belgrade avec ce criminel doublé d'un terroriste. Cela montre le genre d'individus à qui nous avons affaire. Qui d'autre ici est à l'aise avec le fait de passer du temps avec un meurtrier impitoyable ? Et parce que nous avons commencé par montrer des photos, et afin de ne pas laisser la moindre place à la désinformation : ici, on peut voir Radoičić, et là, l'actuel Ministre des affaires étrangères de la Serbie, Marko Đurić.

L'attaque serbe du 24 septembre 2023 a été planifiée comme une invasion militaire visant l'annexion d'un pays pacifique, où se trouvaient des milliers de soldats de l'OTAN. Pour le dire clairement : c'était la première attaque de l'alliance de Poutine contre un pays comptant une présence de l'OTAN. Il s'agit d'un test pour l'Occident, un test avant de passer au niveau supérieur. Et Vučić et Poutine n'abandonneront pas la partie. Par conséquent, nous avons d'abord besoin de dissuasion, puis de dialogue, dans cet ordre. La paix et la sécurité ne seront sûres qu'avec une dissuasion crédible. Parce que quand Vučić, Đurić et les autres en Serbie parlent de « dialogue », ils ne pensent pas ce qu'ils disent. Le

dialogue ne les intéresse pas. Ce qui les intéresse, c'est de détruire la République de Kosova, par la force s'il le faut. Nul ne doit être dupe. Ils l'ont prouvé, et ils essaieront encore. La Kosova est donc reconnaissante à l'OTAN et à ses alliés d'avoir déployé davantage de soldats pour dissuader la Serbie de commettre une nouvelle agression.

Le Ministre de la défense de la Serbie, qui a préparé pendant plus d'un an l'attaque paramilitaire contre la Kosova, a été promu par Vučić. Il est maintenant Premier Ministre de la Serbie. La Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a refusé de le rencontrer il y a quelques jours en raison des liens qu'il entretient avec la Russie. Vučić a également promu un vieil ami qui est visé par des sanctions occidentales, mais qui sert de messenger entre Poutine et Vučić, M. Vulin. L'homme est anti-occidental et pro-russe. Il était un proche conseiller de Milošević et a déposé une gerbe il y a seulement quelques mois sur la tombe du boucher Staline, avant d'être décoré par Poutine en personne. Il est maintenant Vice-Premier Ministre de la Serbie. Il vient d'entamer une visite au Bélarus. M. Đurić, tout comme son successeur, M. Petković, faisait partie des meneurs de l'attaque violente perpétrée contre l'ambassade des États-Unis à Belgrade, qui a été incendiée par une foule déchaînée. Il est maintenant Ministre des affaires étrangères de la Serbie. Voilà la Serbie de 2024. Nous ne parlons pas des années 1990. Nous parlons de 2024, et ce n'est qu'une partie du sinistre tableau. Il ne faut pas croire un mot de ce que disent ces individus dangereux si on ne peut pas en vérifier la véracité par soi-même.

Tous ces faits nouveaux sont éminemment préoccupants. Vučić se prépare et est prêt à faire plus. Dans toute la Serbie, on peut voir des fresques de criminels de guerre inculpés ou condamnés par les tribunaux des Nations Unies. Par ailleurs, depuis des mois, il est apparu de gigantesques peintures murales qui annoncent que l'armée serbe va retourner au Kosovo. Des fresques de cette taille dans un pays autocratique comme celui-là n'apparaissent pas par hasard. Les experts sont de plus en plus nombreux à avertir que la Serbie ressemble à la Serbie fasciste des années 1990. La Serbie est devenue la menace la plus grave qui pèse sur la paix en Europe, juste derrière la Russie. Poutine et Vučić ont tous les deux un sombre bagage, fait d'agression et de génocide. Il faut les arrêter, tous les deux.

Le problème pour les gens de Vučić, ce n'est pas une association ; le vrai problème, c'est notre existence même. Pour eux, l'association n'est pas du tout un outil destiné à faciliter la vie des citoyens. C'est seulement

une option de plus pour tenter d'arracher une partie de notre pays. De la même façon que Poutine avec l'Ukraine, Vučić ne veut rien de moins que la disparition de la République de Kosovo. En 1999, il a joué un rôle central dans le génocide de notre peuple. Cet homme n'aurait jamais dû devenir Président du pays. Il devrait être devant la justice ou en prison. Il continue de promouvoir une idéologie raciste d'une suprématie serbe semblable à la suprématie russe. Les nationalistes serbes veulent un monde serbe, comme ils disent, semblable au monde russe. Tous les Serbes devraient vivre sous un régime serbe – c'est ce qu'ils affirment publiquement.

La dernière fois que la Serbie s'est engagée dans une telle direction, elle a mené quatre guerres, qui ont fait plus de 100 000 morts. Les antécédents de guerre et de violence de Vučić doivent nous servir d'avertissement. Les idéologies fascistes n'ont rien d'un folklore. Elles sont très sérieuses et mortellement graves. Fondamentalement, Vučić n'a pas changé. C'est un homme animé par la violence, et même un meurtrier, depuis sa jeunesse. À l'époque du génocide de Srebrenica, il avait menacé la communauté internationale, déclarant : « Nous tuerons 100 musulmans pour chaque Serbe tué ».

L'histoire nous enseigne aussi que l'apaisement ne fait que nourrir la bête et nous rapprocher de la guerre. Vučić n'attend que la prochaine occasion. N'était-ce les troupes de l'OTAN en Kosovo, Vučić et Poutine auraient tenté une deuxième invasion en l'espace d'un an. En même temps, Vučić fait obstruction au dialogue mené sous l'égide de l'Union européenne, qui a pris fin à cause de lui. Vučić a refusé de signer une proposition de l'Union à Bruxelles. Nous étions prêts à la signer, comme les membres du Conseil le savent. Lorsque l'Union européenne a renouvelé son invitation, il a de nouveau refusé de signer, comme les membres du Conseil, là encore, le savent bien. Quand l'Union a continué d'insister sur le fait que l'accord était valable sans signature, Vučić a chargé son premier ministre de répondre par écrit que la Serbie n'acceptait aucun de ces accords. Pourtant, l'Union européenne est convaincue que l'apaisement et les accords aideront à mater la bête. Cela encourage Vučić à l'escalade. Poutine et Vučić voient tous les deux dans l'apaisement un signe de faiblesse, comme Hitler et Staline.

Pour beaucoup dans la région, la Kosovo est devenue un exemple de réussite démocratique, car c'est un pays qui se conforme et contribue à l'ordre international fondé sur des règles, et qui donne de l'espoir aux gens. Pas plus tard que samedi dernier, la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est

rendue dans notre pays et a déclaré publiquement que nos efforts de réforme étaient « exceptionnels ». Par ailleurs, la Kosovo est même vue en Serbie sous un jour plus positif que certains des pays dont les représentants sont autour de cette table. Nous ne sommes pas seulement le plus jeune pays d'Europe, mais également celui qui compte la population la plus jeune et qui connaît la croissance économique la plus élevée parmi 34 pays européens, selon les chiffres du Fonds monétaire international. Nous sommes une démocratie dont une proportion extraordinaire de 81 % des citoyens disent qu'ils vivent dans l'état de droit, le pays d'Europe qui offre la protection la plus solide aux minorités. Par exemple, 20 sièges sur 120 sont garantis aux parlementaires issus des minorités en tant que membres du Gouvernement pour les minorités, quels que soient les résultats de l'élection. Un tel niveau de droits des minorités est sans équivalent sur cette planète. Il y a d'autres éléments solides pour faire pièce à cette propagande. Mais pas plus tard qu'en avril, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a voté à une très large majorité, avec plus de 80 % des voix, pour l'adhésion de la République de Kosovo au Conseil de l'Europe.

Le rapport de l'Assemblée indique que la Kosovo fait plus que le nécessaire pour protéger ses minorités. C'est exact, et nous sommes fiers de nos réalisations. La Serbie avait multiplié les mensonges et les insultes durant ce débat. La réponse des 47 États, membres du Conseil de l'Europe, n'aurait pas pu être plus claire : 82 % ont voté pour la Kosovo. C'était tout simplement une défaite de plus pour Vučić. Et les membres du Conseil de sécurité savent-ils comment il a réagi ? Le lendemain, il a bloqué à la frontière, pendant des heures, des milliers de voyageurs qui se rendaient en Kosovo. Il est comme cela, et les gens le savent depuis longtemps. Par conséquent, la vraie question que tout cela soulève est la suivante : quelqu'un ici croit-il vraiment qu'un groupe aussi diversifié que l'Assemblée des 47 pays aurait pu voter aussi massivement pour notre pays s'il y avait une quelconque vérité dans ce que M. Đurić et M. Vučić essaient de vendre ? Le Conseil de l'Europe, des organisations non gouvernementales, d'innombrables représentants de Gouvernements étrangers et membres de Parlements, de nombreux médias étrangers, nos propres médias libres et, enfin et surtout, plus d'un million de visiteurs chaque année, tous racontent une autre histoire. Il n'y a donc pas que la parole de mon gouvernement pour prouver que ce qui ressemble à de la propagande, qui est présenté comme de la propagande et qui est dénoncé comme de la propagande est bel et bien de la propagande.

En toute honnêteté, et avec tout le respect que je dois à la Représentante spéciale du Secrétaire général, les rapports de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ne sont pas le genre de propagande que la Serbie diffuse ; bien sûr que non. D'autres rapports sont devenus si partiels, si incomplets et si favorables à la Serbie qu'ils ne constituent déjà plus une source fiable. Il existe des rapports beaucoup plus détaillés, factuels et indépendants émanant d'organisations internationales, des rapports auxquels il est régulièrement fait référence et dont la fiabilité est avérée, comme, par exemple, ceux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe.

Je voudrais terminer par quelques observations simples et une invitation : nous sommes peut-être un petit pays, mais nous sommes un géant en matière de dignité humaine, de droits humains et de respect de tout un chacun. Nous traitons les gens avec respect, c'est le fondement de notre tradition. En tant que démocratie jeune et moderne, nous sommes fièrement attachés à l'état de droit et aux droits humains. La Serbie et Vučić ont commis un génocide contre la Kosova. Grâce aux pays civilisés de l'OTAN qui sont venus à notre secours, malgré nos souffrances, nous avons survécu au pire cauchemar, le génocide, et nous en sommes sortis plus forts, déterminés à reconstruire notre pays et à bâtir notre État, la République de Kosova, une république régie par l'état de droit et une véritable démocratie pour tous nos concitoyens. Nous avons fait beaucoup, en un temps record. Nous sommes humbles, mais fiers de ce que nous avons accompli. Personne ne pourra jamais plus nous l'enlever. Nous sommes sur la voie de l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne ; nous sommes assurément le pays le plus occidental des Balkans occidentaux. Nous invitons les membres du Conseil à venir voir cela de leurs propres yeux. Ils pourraient vivre cette expérience avec de nombreux visiteurs et se laisser surprendre par le dynamisme et l'ouverture qui règnent dans le pays. Les membres du Conseil devraient le constater par eux-mêmes : le Kosovo est vraiment un grand pays.

La Présidente : Je remercie M^{me} Gërvalla-Schwarz de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je commence par saluer la présence du Ministre serbe des affaires étrangères, M. Marko Đurić, que j'ai écouté attentivement. Je remercie la Représentante spéciale Ziadeh

de son exposé. J'ai également écouté attentivement M^{me} Gërvalla-Schwarz.

Je tiens tout d'abord à réaffirmer l'attachement de l'Équateur à la paix et à la stabilité dans les Balkans occidentaux. Nous connaissons bien la complexité historique et les tensions qui ont marqué cette région, et nous sommes convaincus qu'un avenir de stabilité et de prospérité peut être bâti par le dialogue et la coopération. C'est pour cela que, peu après le début de son mandat en tant que membre élu du Conseil il y a presque deux ans, l'Équateur a salué les efforts consentis par les parties pour reprendre les négociations en vue de normaliser leurs relations, sous les auspices de l'Union européenne. Cet accord a fait renaître l'optimisme dans la recherche de solutions durables qui assurent la stabilité de la région dans un contexte géopolitique complexe.

Hélas, il n'y a guère eu de progrès dans la mise en œuvre de l'accord, et les tensions se sont accrues. Le récent rapport du Secrétaire général (S/2024/741) indique que la situation dans le nord du Kosovo reste tendue, marquée par des incidents qui causent du tort aux communautés locales et mettent en péril les fragiles conditions de sécurité. Les actions unilatérales, telles que la fermeture d'institutions et de services essentiels, et d'autres mesures mentionnées dans le rapport du Secrétaire général contribuent à la détérioration de la situation et entravent les efforts vers une paix inclusive et durable. Il est donc souhaitable qu'elles soient sérieusement remises en question. L'Équateur exhorte les parties à participer de manière constructive, durable et de bonne foi au dialogue facilité par l'Union européenne, dont nous saluons le rôle constructif. Nous prenons aussi acte du rôle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de l'OTAN. Les parties doivent faire preuve de retenue, et s'abstenir de toute action ou déclaration susceptible d'exacerber les tensions et de mettre en péril les progrès accomplis jusqu'à présent.

Comme signe encourageant, nous avons entendu parler de la récente levée de l'embargo sur les marchandises serbes à un point de passage, ce qui démontre qu'avec de la volonté politique et de la bonne foi, il est possible de progresser sur des accords qui profitent aux communautés. Protéger les minorités, garantir leurs droits socioéconomiques et les associer aux processus institutionnels et de prise de décision favorise la cohésion sociale et contribue à l'instauration d'une paix durable. Il s'agit notamment de faire avancer les travaux relatifs à la création de l'association des municipalités à majorité serbe prévue dans le Premier Accord sur les principes gouvernant la

normalisation des relations, conclu il y a plus de 10 ans. En outre, il est indispensable de faire la lumière sur le sort des personnes disparues et de faciliter le retour volontaire et en toute sécurité des personnes déplacées.

Dans l'exercice de nos responsabilités au Conseil de sécurité, nous avons constaté que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) continue à jouer un rôle crucial dans la promotion de la paix, du dialogue et de la stabilité dans la région. Pour cette raison, je lui renouvelle la reconnaissance de l'Équateur pour sa gestion, et j'encourage la Représentante spéciale Caroline Ziadeh à poursuivre son action et à continuer de jouer un rôle moteur, en particulier en ce qui concerne l'utilisation de la diplomatie préventive et des outils de renforcement de la confiance.

Pour terminer, je tiens à dire que mon pays considère également qu'il est louable que M^{me} Ziadeh s'acquitte de son mandat en tenant compte des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. Enfin, je réitère le souhait de l'Équateur de voir la réconciliation, la paix et le développement durable régner dans les Balkans occidentaux, ainsi que son appui à la coopération des parties dans le cadre de la résolution 1244 (1999).

M. Žbogar (Slovénie) (*parle en anglais*) : Nous remercions de son exposé la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M^{me} Caroline Ziadeh. Nous souhaitons également la bienvenue à la Ministre Donika Gërvalla-Schwarz et au Ministre Marko Đurić au Conseil aujourd'hui. Nous tenons également à féliciter d'emblée la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo et la Force internationale de sécurité au Kosovo de leur contribution à la paix et à la stabilité au Kosovo.

Je reprendrai là où je m'étais arrêté lors de la réunion d'information d'avril consacrée à la MINUK (voir S/PV.9612), en insistant sur les domaines clefs dans lesquels nous pensons que la Serbie et le Kosovo, ainsi que le Conseil, pourraient concentrer leurs efforts.

Les États Membres de l'ONU viennent d'adopter le Pacte pour l'avenir (résolution 79/1 de l'Assemblée générale). La Serbie et le Kosovo pourraient peut-être aussi réfléchir à leur propre pacte pour l'avenir, en s'engageant sincèrement en faveur d'une coexistence pacifique, en relançant le dialogue facilité par l'Union européenne et en faisant progresser la normalisation des relations. Ce que nous avons entendu aujourd'hui n'est

pas encourageant, mais nous continuerons à espérer et à essayer. L'an 2025 pourrait, et devrait, représenter un nouveau départ et une occasion de revitaliser le dialogue, un dialogue qui aboutirait à la mise en œuvre de tous les accords et à la conclusion d'un accord final sur la normalisation.

À cet égard, je voudrais souligner les points suivants.

Premièrement, la Slovénie est fermement convaincue que l'acceptation mutuelle et la coexistence pacifique sont la seule option viable pour une stabilité durable dans la région – l'acceptation et la coexistence de la Serbie et du Kosovo, et l'acceptation et la coexistence des Albanais et des Serbes au Kosovo. L'acceptation mutuelle et la coexistence pacifique signifient que les Serbes du Kosovo, en particulier dans le nord, se sentent en sécurité et peuvent continuer d'embrasser leur identité et leur mode de vie au sein de la majorité du Kosovo. L'acceptation mutuelle et la coexistence pacifique signifient que la Serbie est sûre que sa communauté au Kosovo est protégée, de sorte que cette dernière ne se sente pas comme une invitée dans sa propre maison. À cet égard, la Slovénie souligne que des progrès doivent être réalisés en ce qui concerne la création de l'association/communauté des municipalités à majorité serbe. L'acceptation mutuelle et la coexistence pacifique impliquent que le Kosovo sorte de son isolement international et intègre toutes ses communautés sur les plans politique, juridique et social en vertu des lois du Kosovo. C'est précisément sur ce principe de l'acceptation mutuelle et de la coexistence pacifique que reposent le dialogue et les accords facilités par l'Union européenne, et il s'agit toujours d'un objectif pertinent du dialogue.

Deuxièmement, les dirigeants de Belgrade et de Pristina doivent renforcer leur engagement à mettre pleinement en œuvre les différents accords conclus jusqu'à présent dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, en particulier le Premier Accord de 2013 sur les principes gouvernant la normalisation des relations et son annexe, l'accord d'Ohrid de 2023. La Serbie et le Kosovo sont parvenus à faire des compromis et à prendre des décisions difficiles pour améliorer les conditions de vie des populations. Nous nous félicitons des mesures positives mentionnées dans le rapport du Secrétaire général (S/2024/741), telles que l'enregistrement officiel du monastère de Visoki Dečani, la délivrance de permis de conduire dans le nord et la récente décision de lever l'interdiction frappant les marchandises serbes, en échange de quoi le Kosovo a été autorisé à se représenter de manière indépendante dans l'Accord de libre-échange d'Europe centrale.

Troisièmement, je voudrais parler des mesures unilatérales et des discours dénigrants. Les actions unilatérales et inattendues, même lorsqu'elles sont menées dans le respect de l'état de droit, attisent les tensions, minent la confiance et présentent un risque d'escalade. Nous avons vu trop d'actions de ce type au cours de la période écoulée. Elles ne favorisent pas les processus d'intégration communautaire et doivent être évitées. Le respect de l'état de droit est essentiel et, à ce titre, nous exhortons la Serbie à collaborer pour que justice soit rendue concernant l'attaque perpétrée à Banjska l'année dernière. Je voudrais également dire un mot sur les discours dénigrants. Nous demeurons convaincus qu'il faut éviter de tenir de tels propos dans les échanges bilatéraux et ici même, au Conseil de sécurité, si nous espérons bâtir un avenir meilleur pour tous au Kosovo.

Pour terminer, le Pacte pour l'avenir récemment adopté (résolution 79/1 de l'Assemblée générale), en particulier la Déclaration sur les générations futures, peut orienter les activités de la MINUK en promouvant la diversité culturelle, en préservant le patrimoine, en renforçant la mobilité éducative et professionnelle, en encourageant la transformation numérique et l'innovation et en favorisant l'économie verte. On peut donner aux jeunes du Kosovo, issus de toutes les communautés, les moyens de promouvoir ensemble des changements positifs. Nous nous félicitons du soutien apporté par la MINUK au Centre Barabar à Pristina, qui encourage le dialogue interethnique et les échanges sociaux et culturels entre les différentes communautés.

Enfin, comme je l'ai souligné dans mon exposé en avril, la voie vers une paix et une coexistence durables ne peut reposer sur un jeu à somme nulle ou sur des victoires éphémères. Pour progresser véritablement, il faut faire preuve d'engagement et de compromis. Plus vite toutes les parties en prendront conscience, plus vite les communautés du Kosovo vivront dans la stabilité et la prospérité.

M^{me} Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, Caroline Ziadeh, de son exposé. Je salue également la participation à la présente séance du Ministre des affaires étrangères de la Serbie, S. E. M. Marko Đurić, et de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz, du Kosovo. J'ai écouté attentivement leurs interventions.

Nous tenons tout d'abord à réaffirmer notre soutien aux activités d'une importance capitale que continue de mener la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). L'exécution de son mandat

de promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits humains au Kosovo est toujours très appréciée. Même si 25 années se sont écoulées depuis sa création, on ne saurait trop souligner le rôle de la MINUK dans la promotion de la paix et de la stabilité dans les Balkans occidentaux. Nous jugeons particulièrement encourageant l'appui apporté par la MINUK aux initiatives visant à instaurer un climat de confiance dans l'ensemble du Kosovo en promouvant le dialogue interethnique et en luttant contre les discours clivants.

Le Guyana se félicite que l'Union européenne poursuive ses efforts en vue de faciliter le dialogue entre la Serbie et le Kosovo. Nous encourageons les deux parties à s'engager de nouveau en faveur de ce mécanisme et à continuer de recourir à des moyens pacifiques pour régler les problèmes qui pourraient survenir. Nous demeurons convaincus que le dialogue facilité par l'Union européenne est le mécanisme le plus approprié pour trouver un consensus en vue de parvenir à une paix juste et durable. Nous sommes consternés de constater que le dialogue stagne et que les parties ne progressent que très peu dans la mise en œuvre de leurs obligations. Les accords conclus en 2023 montrent clairement que les parties peuvent parvenir à des accords dans l'intérêt de la stabilité et de la prospérité de leurs populations. Nous avons bon espoir que les deux parties vont revoir leurs positions et revenir à la table des négociations.

Le Guyana est préoccupé par les événements décrits dans le rapport du Secrétaire général (S/2024/741). Les mesures unilatérales susceptibles d'avoir des répercussions excessivement préjudiciables sur la vie de la minorité serbe ne feront qu'exacerber les tensions et entamer la confiance. Elles risquent non seulement de nuire au bien-être socioéconomique des communautés minoritaires, mais aussi de mettre en péril la stabilité du Kosovo, de la Serbie et de l'ensemble de la région. Nous appelons toutes les parties à agir de manière responsable en ayant conscience des conséquences de leurs actes. Il incombe aux dirigeants du Kosovo de veiller à ce que les droits fondamentaux et le bien-être de l'ensemble de la population soient respectés et défendus à tout moment. Nous avons pris bonne note des efforts déployés par l'ONU et le Kosovo pour favoriser la participation des femmes au processus de paix, promouvoir l'égalité des genres et lutter contre les violences faites aux femmes.

Le Guyana est convaincu qu'il est toujours possible de faire des progrès. À une époque où les conflits armés se multiplient, nous invitons les dirigeants du Kosovo et de la Serbie à réfléchir aux conséquences désastreuses du rejet

des efforts diplomatiques. Nous appelons une nouvelle fois les parties à tirer le meilleur parti des possibilités offertes par le dialogue entre Belgrade et Pristina, facilité par l'Union européenne, pour surmonter les clivages, et à s'engager de nouveau à mettre pleinement en œuvre les accords existants. Le Guyana estime qu'il est possible d'envisager un avenir dans lequel un Kosovo indépendant et démocratique peut coexister avec la Serbie, un Kosovo où tous les peuples peuvent s'épanouir dans des sociétés qui vivent dans la paix et la prospérité et où la diversité est une force qui est célébrée, et non une source d'instabilité et de division.

M. Eckersley (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous saluons la présence au Conseil de sécurité du Ministre des affaires étrangères de la Serbie et de la Vice-Première Ministre du Kosovo.

Je tiens avant toute chose à remercier la Représentante spéciale du travail qu'elle et son équipe accomplissent pour promouvoir la stabilité et le respect des droits humains au Kosovo.

Le Royaume-Uni défend depuis longtemps la souveraineté et l'indépendance du Kosovo. Nous restons déterminés à appuyer une démocratie inclusive, diverse et multiethnique au Kosovo. Nous nous félicitons, par exemple, des efforts consentis par le Kosovo pour recruter des policiers issus de communautés non majoritaires et de son engagement à lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits, notamment par son action dans le cadre de sa présidence du Forum international pour les femmes et la paix et la sécurité. Toutefois, depuis de nombreuses années, l'absence de relations normales entre le Kosovo et la Serbie a des répercussions néfastes sur la vie des personnes vivant dans les deux pays et sur la stabilité régionale.

Ces dernières semaines, nous avons été témoins de mesures positives, qui vont dans le sens d'une plus grande coopération. On peut citer l'assouplissement des restrictions sur les importations serbes au Kosovo et l'accord garantissant la représentation du Kosovo dans l'Accord de libre-échange d'Europe centrale. Cependant, nous trouvons préoccupant que les progrès obtenus dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne soient au point mort. Nous invitons les deux parties à réaffirmer leur engagement en faveur du dialogue facilité par l'Union européenne, et nous nous faisons l'écho de l'appel du Secrétaire général en faveur d'une participation accrue des femmes au processus. Il importe que les deux parties fassent preuve de volonté politique et de courage pour mettre pleinement en œuvre les accords existants dans le

cadre de ce dialogue, y compris la création d'une association/communauté de municipalités à majorité serbe. Il importe également que toutes les parties s'abstiennent d'actes susceptibles de compromettre ces progrès. Nous exhortons le Kosovo à examiner attentivement les conséquences de ses décisions sur tous ses citoyens, y compris ceux des communautés non majoritaires, et de travailler avec ses partenaires. Nous exhortons également la Serbie à jouer son rôle en soutenant les efforts qui sont faits pour que la justice soit rendue et pour que les auteurs de l'attaque choquante perpétrée l'année dernière à Banjska répondent de leurs actes, et à jouer un rôle constructif dans l'apaisement des tensions et la promotion de bonnes relations dans la région.

Pour terminer, je souhaite exprimer la gratitude du Royaume-Uni à la Représentante spéciale et à tout le personnel de la Mission qui a contribué aux activités menées par la MINUK ces 25 dernières années. Promouvoir le dialogue et renforcer la confiance entre les communautés du Kosovo est et reste indispensable. Cependant, plus de 16 ans se sont écoulés depuis l'indépendance du Kosovo, et la situation a beaucoup changé depuis 1999. Il est donc temps que le Conseil revoie le rôle de la MINUK afin de refléter les conditions sur le terrain.

M. Yamazaki (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Ziadeh, de son exposé. Je salue la présence au Conseil de sécurité du Ministre des affaires étrangères de la Serbie, M. Đurić, et de la Vice-Première Ministre du Kosovo, M^{me} Gërvalla-Schwarz.

Pour commencer, le Japon salue la détermination de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à contribuer à garantir les conditions d'une vie paisible et normale pour tous les habitants du Kosovo et à améliorer la stabilité régionale dans les Balkans occidentaux. Nous remercions M^{me} Ziadeh de son leadership et de sa collaboration active avec des partenaires locaux et internationaux afin de promouvoir la confiance mutuelle entre les parties.

Le Japon a soutenu la paix et la stabilité dans les Balkans occidentaux aux côtés des peuples de la région, qui ont reconstruit leur vie après la tragédie de la guerre. De plus, depuis l'indépendance du Kosovo, nous avons collaboré à son processus de développement fondé sur l'état de droit et la démocratie. Il est important de promouvoir la paix, la stabilité et la coopération entre les pays de la région. L'adhésion des Balkans occidentaux à l'Union européenne contribuera à la réalisation de ces objectifs. À cet égard, le Japon soutient les Balkans occidentaux dans

leurs efforts de réforme socioéconomique et de réconciliation depuis des décennies, laquelle réforme a été accélérée par le lancement de l'initiative japonaise de coopération avec les Balkans occidentaux en 2018. Cette initiative vise à soutenir les réformes engagées dans les pays des Balkans occidentaux en vue de leur adhésion à l'Union européenne, et à faciliter la coopération régionale. Le Ministre japonais des affaires étrangères s'est rendu en Serbie et au Kosovo en juillet et y a eu des conversations franches sur nos relations bilatérales respectives, ainsi que sur l'avenir de la région. C'est là notre engagement renouvelé à contribuer à la recherche de la réconciliation entre les parties.

En tant que pays qui entretient une longue amitié avec la Serbie et le Kosovo, le Japon reste préoccupé par la situation sur le terrain, où plusieurs incidents malheureux se sont produits. Nous prenons note de ce que le rapport du Secrétaire général (S/2024/741) et ceux de la Force de paix au Kosovo et de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo estiment que les conditions de sécurité dans le nord du Kosovo restent tendues après une série d'incidents qui ont généré des tensions. Nous réaffirmons que l'attaque survenue à Banjska l'année dernière doit faire l'objet d'une enquête approfondie et impartiale, et ses auteurs doivent répondre de leurs actes. De plus, nous soulignons l'importance d'une communication complète et transparente et d'un dialogue continu entre les parties en ce qui concerne les politiques ayant des conséquences importantes sur la stabilité régionale et la vie quotidienne. Il n'est pas constructif d'entretenir la méfiance. Nous demandons à toutes les parties de s'abstenir de tout acte susceptible d'exacerber les tensions et l'escalade. Ce sont les personnes ordinaires qui souffrent des conséquences de tels actes. Il va sans dire que la protection des droits humains est la responsabilité fondamentale de toutes les nations. Le Japon engage vivement les deux parties à collaborer de manière constructive dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina, facilité par l'Union européenne, et à trouver des solutions aux problèmes non résolus, ce qui est essentiel pour la paix et la stabilité dans les Balkans occidentaux. Il importe aussi que les deux parties s'engagent à nouveau à respecter les accords existants, tels que l'Accord de Bruxelles et son annexe, l'Accord d'Ohrid de 2023, et à continuer de les mettre en œuvre de bonne foi et dans leur intégralité, y compris par la création d'une association/communauté de municipalités à majorité serbe.

Depuis sa création en 1999, la MINUK a joué un rôle essentiel dans le soutien apporté au Kosovo. Par ailleurs, nous sommes conscients que la situation au

Kosovo est très différente de celle d'il y a 25 ans. Le rôle de la MINUK doit donc être revu en conséquence.

Pour terminer, j'affirme que le Japon continuera de travailler avec toutes les parties prenantes pour parvenir à la paix, à la stabilité et à la réconciliation dans la région.

M. Fernandes (Mozambique) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, Caroline Ziadeh, de son exposé détaillé. Nous saluons la présence de S. E. M. Marko Đurić, Ministre des affaires étrangères de la Serbie, à la présente séance. Nous saluons aussi la présence de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz à la séance.

Le Mozambique est préoccupé par la montée des tensions sur le territoire. Elles risquent d'empoisonner les relations interethniques et d'exacerber les tensions interethniques au Kosovo, et font donc peser une menace sur la stabilité de la région. Le recours à un discours politique incendiaire par les parties est aussi préoccupant. Il pourrait inciter certains secteurs à s'engager dans la violence, comme par le passé, ce qui nuirait aux négociations.

Malgré des années de dialogue et la signature de quelques accords, la voie de la réconciliation et de la coexistence pacifique entre Belgrade et Pristina reste longue et difficile. Nous préconisons donc la poursuite des efforts déployés pour sortir de cette impasse et ouvrir la voie à une stabilité durable et à une coexistence harmonieuse. Nous exhortons les parties à régler leurs différends par le dialogue et la diplomatie. Nous les encourageons à rester attachées, de bonne foi, à un dialogue constructif afin de trouver les compromis nécessaires. Nous demandons instamment à toutes les parties de respecter la résolution 1244 (1999).

Nous souscrivons à l'idée selon laquelle la participation de tous les principaux acteurs à ce processus, y compris les femmes, les jeunes et la société civile, garantit des solutions globales et durables. D'autre part, cette approche permet de combler les lacunes et de bâtir des communautés plus fortes et plus résilientes. Le Mozambique tient à réaffirmer son soutien à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et à tous les efforts déployés par les acteurs régionaux et les parties prenantes internationales pour trouver des solutions durables, ouvrant la voie à la paix, à la stabilité et à la prospérité au Kosovo.

M. Dharmadhikari (France) : Je remercie d'abord la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, pour sa présentation. Je salue la

présence parmi nous des Ministres des affaires étrangères de la Serbie, M. Marko Djuric, et du Kosovo, M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz.

Il y a urgence à progresser vers la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo et vers un apaisement des tensions. La normalisation des relations constitue un gage pour la stabilité régionale et une condition essentielle de la perspective européenne que les deux pays ont choisie. La France salue le déblocage des travaux de l'Accord de libre-échange centre-européen grâce au compromis trouvé en octobre entre le Kosovo et la Serbie, le rôle facilitateur de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à cet égard, ainsi que la décision du Gouvernement kosovar de rouvrir le point de passage frontalier de Merdare aux marchandises en provenance de Serbie. C'est une décision importante qui permet de progresser vers l'intégration régionale et européenne. Un effort supplémentaire est encore attendu pour réduire les délais d'attente à la frontière.

La France salue les décisions prises en fin d'année dernière par les autorités serbes pour commencer à mettre en œuvre l'accord de Bruxelles-Ohrid ainsi que la déclaration du Premier Ministre Vučević du 9 octobre dernier, par laquelle la Serbie s'engage à mettre en œuvre toutes ses obligations dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. Ces progrès sont encourageants mais encore insuffisants. Ils doivent se poursuivre afin que l'accord conclu il y a maintenant plus d'un an et demi soit pleinement mis en œuvre. Il est essentiel que les deux parties démontrent leur volonté de progresser dans ce dialogue.

La France condamne la multiplication d'actions unilatérales des autorités kosovares dans le nord du pays qui affectent la vie quotidienne de la communauté serbe. Ces décisions entretiennent inutilement les tensions.

La France rappelle que l'intégration euro-atlantique du Kosovo passe en premier lieu par des avancées dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. Le statut des structures parallèles serbes doit ainsi être résolu dans ce cadre, à travers la création de l'Association des municipalités à majorité serbe sur la base du projet de statut européen. L'absence de progrès sur ce point demeure un obstacle à la mise en œuvre effective des droits des personnes appartenant à la minorité serbe du Kosovo. Il est essentiel de restaurer la démocratie représentative dans le nord du Kosovo et d'y rétablir la participation active des Serbes à la gouvernance locale, au maintien de l'ordre et au système judiciaire.

La fin du mois de septembre a marqué le premier anniversaire de l'attentat de Banjska, anniversaire tragique. Il est inacceptable que les auteurs de ce crime soient toujours en liberté. Ils doivent rendre des comptes devant la justice. Les autorités serbes savent les engagements qu'elles ont pris et ce qu'elles doivent faire sur le sujet. La France y restera attentive.

La normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo ne pourra advenir sans une recherche de compromis entre les parties et, ce faisant, sans le courage politique d'y parvenir. La France appelle les dirigeants serbes et kosovars à faire preuve de responsabilité et à tenir leurs engagements. Nous continuerons à soutenir la médiation européenne en vue de l'obtention d'un accord global, définitif et juridiquement contraignant. C'est par le dialogue et dans le cadre de la médiation européenne que des solutions justes et durables seront trouvées. Rappelons que l'Union européenne s'est vu confier à cet égard un mandat par l'Assemblée générale des Nations Unies.

La France soutient les efforts de la MINUK pour renforcer l'état de droit, le respect des droits de l'homme et la réconciliation entre les communautés au Kosovo, en coordination avec la Force internationale de sécurité au Kosovo et EULEX KOSOVO. Le mandat de la MINUK est lié à la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo. La France est favorable à ce qu'il se prolonge aussi longtemps que nécessaire.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général Caroline Ziadeh de son exposé sur la situation dans la province et des réflexions dont elle nous a fait part. Nous saluons la participation de M. Marko Đurić, Ministre des affaires étrangères de la Serbie, à la présente séance. Nous avons également écouté les observations de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz. Nous sommes une fois de plus vivement impressionnés par ses prétendues vastes connaissances historiques et ses profondes réflexions géopolitiques.

Les tensions interethniques au Kosovo ont atteint leur plus haut niveau depuis 15 ans. La racine de ce mal est la même. Elle réside dans l'aspiration des soi-disant autorités de Pristina à prendre le contrôle total de la partie septentrionale de la province, peuplée de Serbes, avec l'entière complicité de leurs soutiens occidentaux. Le rapport semestriel du Secrétaire général (S/2024/741) sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) contient un grand nombre d'exemples concrets de cette politique agressive.

Les provocations malveillantes de Pristina comprennent l'interdiction de la circulation du dinar serbe dans la province, la fermeture forcée des organes administratifs fournissant des services aux Serbes du Kosovo, l'expropriation de parcelles de terre appartenant à des résidents serbes du Kosovo, et l'éviction des institutions communautaires et des entreprises non albanaises. Des Serbes sont arrêtés sous des prétextes fallacieux, des écoles et des hôpitaux sont perquisitionnés, les maisons de réfugiés de retour chez eux sont incendiées et des églises orthodoxes sont profanées. Nous nous associons à l'appel du Secrétaire général pour que ces menaces soient prises très au sérieux.

Malgré la levée officielle de l'embargo unilatéral imposé aux marchandises en provenance de Serbie en juin 2023, des files de camions de plusieurs kilomètres s'entassent au point de passage de Merdare, qui est actuellement le seul point de passage ouvert. Comme à l'accoutumée, l'Occident préfère fermer les yeux sur tout cela, se répandant en éloges sur les prétendues mesures constructives prises par les Albanais du Kosovo et leur attribuant le mérite d'avoir réglé le problème qu'ils ont eux-mêmes créé en faisant fi de leurs obligations au titre de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale.

Rien qu'en 2024, 93 attaques à caractère ethnique visant des Serbes au Kosovo ont été enregistrées, et leur nombre s'élève à 550 depuis l'arrivée au pouvoir en février 2021 du mouvement ultranationaliste connu sous le nom d'Autodétermination. Albin Kurti, le soi-disant « Premier Ministre », a de facto déclaré la guerre à tout ce qui est serbe, et la communauté orthodoxe de la province peine à survivre. Pourtant, il prétend avec cynisme qu'il continue de lutter contre le fascisme moderne, au Kosovo et ailleurs.

La terreur systémique contre les Serbes du Kosovo explique le taux catastrophiquement bas de retour des réfugiés mentionné dans le rapport du Secrétaire général : au cours des six derniers mois, seules 13 personnes sont retournées chez elles, dont seulement sept Serbes. Dans le même temps, l'exode de la population non albanaise a fortement augmenté, ce qui compromet non seulement la structure traditionnellement multiethnique de la société, mais aussi les perspectives socioéconomiques à long terme de la province. Il est clair que si nous ne nous opposons pas à Albin Kurti, il continuera de vider les enclaves serbes et son appétit ne fera que croître. La demande d'ouverture de l'espace aérien serbe aux vols commerciaux à destination du Kosovo en est un exemple.

Néanmoins, l'Occident continue de soutenir Pristina en essayant de renforcer sa personnalité juridique internationale. Le statut du Kosovo au sein de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN a été rehaussé et des efforts considérables ont été déployés pour que la province soit admise au sein du Conseil de l'Europe. De son côté, Belgrade est sans cesse sommée de reconnaître l'indépendance autoproclamée de la province. Afin d'exercer davantage de pression, de prétendues obligations en ce sens, qui découleraient des accords oraux de Bruxelles-Ohrid de 2023, ont été ajoutées au chapitre 35 du dossier de l'intégration de la Serbie à l'Union européenne. Par ailleurs, les documents officiels pertinents, à savoir les accords de Bruxelles de 2013 et 2015, ont été délibérément oubliés parce qu'ils obligent Pristina, entre autres, à créer la communauté des municipalités à majorité serbe. Je voudrais rappeler une fois de plus à toutes les personnes présentes dans cette salle que la création de cette communauté n'est pas un simple souhait, mais une obligation imposée à Pristina, qu'elle sabote depuis plus de 10 ans. De plus, cette obligation doit être pleinement mise en œuvre, sans pseudo-compromis de la part de nos collègues occidentaux. Nous demandons qu'il soit mis fin à ces jeux frauduleux et que Pristina soit obligée d'entamer immédiatement le processus de mise en place de la communauté des municipalités à majorité serbe.

Les tentatives de certains acteurs extérieurs de renforcer les capacités militaires du régime de Kurti font également peser une menace évidente sur la sécurité de la région. Les pays de l'OTAN continuent de fournir au Kosovo des armes, notamment des véhicules blindés de transport de troupes, des systèmes de missiles antichars, et des drones de reconnaissance et de combat. Au cours des trois prochaines années, Pristina prévoit de mettre en service plus de 350 véhicules blindés et d'acquérir sa propre flotte d'hélicoptères militaires. Il s'agit d'une violation flagrante de la résolution 1244 (1999), au titre de laquelle la Force internationale de sécurité au Kosovo est la seule présence militaire autorisée dans la province.

Nous appuyons l'ensemble des mesures proposées par le Président serbe Aleksandar Vučić visant à surmonter la crise profonde dans laquelle se trouve actuellement le processus de règlement. Ces mesures comprennent le retour au principe du statu quo ante, qui implique que Pristina doit annuler totalement toutes les mesures discriminatoires prises contre les Serbes de la province, mettre un terme aux actes de terreur humanitaire et policière contre la population non albanaise, et réintégrer des représentants serbes au sein des instances législatives, judiciaires et municipales. Nous estimons que l'intention

de Belgrade de demander à nouveau le retour au Kosovo d'un millier de militaires et de policiers serbes, conformément à la résolution 1244 (1999), est justifiée.

Nous suivons de très près le procès contre les dirigeants de la prétendue Armée de libération du Kosovo à La Haye, qui a débuté en avril 2023. Ce procès devait avoir lieu il y a de nombreuses années dans le cadre du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), mais le TPIY a fermé les yeux sur les crimes perpétrés par ces individus. Les rapports sur les activités des Chambres spécialisées montrent clairement que les accusés tentent d'exercer des pressions sur les témoins et, même en cas de condamnation, la durée de la détention tend à être réduite par la suite en appel. Néanmoins, nous espérons que les criminels recevront le châtiment qu'ils méritent, même s'il est retardé de manière significative.

Le protectionnisme politique de l'Occident à l'égard de Pristina alimente de plus en plus les ambitions de Kurti pour une grande Albanie. Kurti tente de déstabiliser les régions de la Serbie centrale à forte population musulmane et rencontre avec enthousiasme l'opposition serbe marginale. Il n'y a pas eu de réaction de Washington ou de Bruxelles face à l'ingérence du mouvement nationaliste d'autodétermination dans les processus électoraux en Macédoine du Nord. De même, les tentatives visant à porter atteinte à l'intégrité territoriale du Monténégro ont été ignorées.

Dans ces circonstances difficiles, la MINUK est plus que jamais nécessaire, tout comme le maintien de ses capacités humaines et financières. Les discussions régulières sur la situation au Kosovo doivent rester à l'ordre du jour du Conseil et se dérouler dans un cadre public.

Nous attirons l'attention sur le fait que les Albanais du Kosovo ont été impliqués dans la détention d'un citoyen russe membre de la MINUK, M. Mikhail Krasnoshchekov, le 28 mai 2019, et qu'ils lui ont infligé des lésions corporelles graves. Mais ces personnes n'ont pas encore été amenées à rendre des comptes. Un autre citoyen russe, M. Andrei Antonov, a été déclaré *persona non grata* le 31 décembre 2021, et sa sécurité personnelle a été mise en danger. Cela a été le fait d'une décision illégale prise par les « autorités » provinciales. Malheureusement, personne n'a été traduit en justice pour cela non plus.

La position de la Russie sur la question du Kosovo demeure inchangée. Nous sommes favorables à ce que Belgrade et Pristina parviennent à une solution durable et mutuellement acceptable qui s'inscrive strictement dans le cadre juridique international, à savoir la résolution

1244 (1999). Une telle issue devrait satisfaire les intérêts de Belgrade et du peuple serbe et devrait bénéficier de l'appui du Conseil de sécurité.

M. Kanu (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier M^{me} Caroline Ziadeh, Représentante spéciale du Secrétaire générale et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), pour son exposé détaillé.

Nous saluons la présence de S.E.M. Marko Đurić, Ministre des affaires étrangères de la Serbie, et de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz à la séance d'aujourd'hui.

La Sierra Leone salue le rapport du Secrétaire général (S/2024/741), ainsi que le rapport de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo.

Se référant à une séance antérieure du Conseil cette année sur la MINUK (voir S/PV.9612), la Sierra Leone est préoccupée par le « peu de progrès » constaté dans la mise en œuvre des accords facilités par l'Union européenne entre Belgrade et Pristina au cours de cette période. Cette absence de progrès est particulièrement troublante, car elle met en évidence une impasse politique persistante qui risque d'aggraver le clivage ethno-politique, avec d'importantes préoccupations en matière de droits de l'homme.

La Sierra Leone reconnaît les efforts dévoués de la Représentante spéciale Ziadeh et de la Mission dans l'exécution du mandat établi par la résolution 1244 (1999). Nous saluons la coordination établie entre les organismes des Nations Unies au Kosovo pour améliorer la vie de la population, en particulier des femmes, des jeunes et des réfugiés, ainsi que leur contribution à la sécurité et au renforcement des institutions.

À cet égard, nous reconnaissons le rôle essentiel de la MINUK dans l'instauration de la confiance entre les communautés, la promotion des droits de l'homme et de l'état de droit et le soutien aux efforts visant à normaliser les relations entre Belgrade et Pristina. Cependant, malgré les ressources considérables et les efforts concertés de l'équipe de pays des Nations Unies et des entités de l'Union européenne, ainsi que la résilience dont a fait preuve le Quint pour favoriser le dialogue et la bonne gouvernance, la voie vers un avenir pacifique et durable pour toutes les communautés du Kosovo se trouve en fin de compte entre les mains de son peuple multiethnique et de ses dirigeants.

La Sierra Leone s'oppose donc fermement à toute action, y compris les mesures de rétorsion, qui créerait des conditions défavorables pour des groupes ethniques

spécifiques au Kosovo. Ces actions entravent les progrès indispensables à la mise en œuvre de l'Accord de Bruxelles de 2013 et de l'Accord de mars 2023 sur la voie de la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo. À cet égard, la Sierra Leone appelle toutes les parties à donner la priorité au dialogue et à l'engagement pacifique, à s'abstenir de mesures unilatérales et à reprendre le dialogue facilité par l'Union européenne visant à normaliser les relations entre Belgrade et Pristina.

Fort de notre propre expérience en matière d'après-conflit et de consolidation de la paix, je souhaite partager trois idées – axées sur la responsabilisation, la priorité donnée au développement centré sur la population et la promotion de l'unité pour le progrès.

La Sierra Leone prend note des mesures adoptées par les autorités du Kosovo pour harmoniser l'administration publique, réglementer les services et mener des opérations commerciales, en particulier dans le nord du Kosovo. Nous reconnaissons également le mandat important du Bureau du Procureur spécial du Kosovo et soulignons l'importance de l'obligation de rendre des comptes pour établir un pont entre un passé divisé et un avenir unifié. Toutefois, la Sierra Leone reste préoccupée par les rapports indiquant que les Serbes du Kosovo pourraient être ciblés, ce qui porterait atteinte à leurs droits socio-économiques et à leur bien-être. Par ailleurs, nous sommes préoccupés par la nature des arrestations, des inculpations et de l'utilisation de la police dans des affaires relatives à des litiges fonciers, des manifestations pacifiques et des crimes liés au conflit du Kosovo.

La Sierra Leone insiste sur la nécessité d'une procédure régulière, de l'équité et de la bonne gouvernance en tant que fondements de l'obligation de rendre des comptes. Par conséquent, nous demandons instamment aux autorités du Kosovo, en particulier à l'Assemblée parlementaire, à l'Agence de privatisation, au Bureau du Procureur spécial et à la police, de prendre des mesures de responsabilisation qui favorisent la cohésion sociale et la justice. Inspirés par la Commission Vérité et réconciliation de la Sierra Leone, nous préconisons des approches consultatives et non accusatoires qui respectent les droits et favorisent l'apaisement et la réconciliation.

Cela m'amène à parler de l'importance d'un développement participatif axé sur les personnes. La Sierra Leone réitère son appel à préserver le tissu multiethnique du Kosovo en garantissant les droits économiques et en préservant les libertés religieuses et culturelles. Nous sommes profondément préoccupés par les rapports faisant état d'actions unilatérales qui exacerbent les tensions

ethniques. En particulier, la mise en œuvre progressive de la réglementation monétaire a imposé des difficultés aux personnes ordinaires. La restriction de la liberté de circulation et l'exclusion des Serbes du Kosovo des fonctions policières et judiciaires, ainsi que la concentration des unités d'opérations spéciales dans le nord du Kosovo, compliquent encore la situation.

Consciente du passé fragile du Kosovo, la Sierra Leone exhorte les autorités à adopter des processus décisionnels représentatifs, inclusifs et consultatifs, en particulier pour les questions ayant un impact sur les communautés locales. De même, à la lumière des prochaines élections générales, nous soulignons la responsabilité civique de tous les citoyens de s'abstenir d'actions qui sapent l'autorité du gouvernement du Kosovo ou qui entravent la participation au dialogue public et aux élections.

Enfin, le non-respect des accords de paix, en particulier la création tardive de l'association/communauté des municipalités à majorité serbe et l'opposition de la Serbie aux aspirations internationales du Kosovo, témoigne d'une approche à somme nulle qui, en fin de compte, nuirait à la population du Kosovo. Même si les cadres actuels ne permettent pas de résoudre tous les problèmes de la région, il est essentiel que les négociations se poursuivent avec un véritable engagement de la part des deux parties. Les forums diplomatiques ne doivent pas servir de levier politique au détriment du progrès, et les institutions de l'État ne doivent jamais servir d'outils de négociation. Un engagement constructif par le biais des voies diplomatiques existantes est crucial. La Sierra Leone appelle les dirigeants du Kosovo et de la Serbie, ainsi que leurs alliés, à s'engager à nouveau dans le dialogue facilité par l'Union européenne en faisant montre d'un dévouement mutuel à la coopération.

M. Merabet (Algérie) (*parle en anglais*) : Je salue la présence de S. E. M. Marko Đurić, Ministre des affaires étrangères de la Serbie, à la séance d'aujourd'hui. Je remercie également la Représentante spéciale du Secrétaire général, Caroline Ziadeh, pour son exposé instructif. J'ai écouté attentivement les remarques de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz.

L'Algérie reste préoccupée par l'atmosphère tendue et le potentiel d'escalade qui persistent dans le nord du Kosovo. Les actions unilatérales entreprises par les autorités du Kosovo, sans consultation ni accord avec les représentants des Serbes du Kosovo, sont une source de vive préoccupation. Il s'agit notamment de la mise en œuvre de la nouvelle réglementation monétaire, de la

fermeture des bureaux de poste et d'autres institutions financées par la Serbie et de la réouverture prévue du pont principal hautement symbolique de Mitrovica à la circulation automobile. Ces mesures unilatérales continuent d'avoir des répercussions négatives sur la vie quotidienne et les droits socioéconomiques de milliers de Serbes du Kosovo et d'autres communautés non majoritaires. Elles contribuent également à aviver les tensions entre les communautés, compromettant tout progrès vers une solution pacifique, et peuvent compliquer à l'excès le processus politique. Entre-temps, les relations entre Belgrade et Pristina se détériorent de plus en plus dans une situation de sécurité déjà tendue et précaire, sans qu'aucun progrès concret n'ait été enregistré dans le dialogue facilité par l'Union européenne.

Dans ce contexte, je voudrais souligner les points suivants.

Premièrement, l'Algérie réitère son appel à s'abstenir de toute action qui pourrait provoquer une escalade et attiser les tensions ethniques au Kosovo. Il faut privilégier les consultations et la coordination entre les parties et éviter les décisions qui pourraient compromettre la fragile stabilité du Kosovo et entraver les efforts de normalisation.

Deuxièmement, nous soulignons une fois de plus la nécessité d'assurer une représentation adéquate des Serbes du Kosovo et des autres minorités dans les institutions locales et judiciaires. À cet égard, il est important d'accélérer l'organisation des élections locales dans les municipalités du nord du Kosovo et de prendre les mesures nécessaires pour établir l'association/communauté des municipalités à majorité serbe. Il est tout aussi important de renforcer l'état de droit au Kosovo, notamment en permettant aux Serbes du Kosovo d'occuper des postes clefs au sein des institutions judiciaires, tels que ceux de juge et de procureur.

Troisièmement, nous saluons le rôle vital joué par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, sous la houlette de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziakeh, pour stabiliser la situation sur le terrain. Nous encourageons la Mission à poursuivre ses efforts en vue d'instaurer la confiance et de combler le fossé entre les communautés afin de garantir la stabilité et d'éviter tout conflit potentiel.

Quatrièmement, le dialogue facilité par l'Union européenne visant à faire avancer le processus politique vers un règlement pacifique du conflit reste indispensable. Nous encourageons les parties à privilégier la diplomatie et les négociations pour parvenir à une solution rapide,

juste et pacifique qui garantisse un avenir prospère pour tous.

Enfin, l'Algérie réaffirme son appui à tous les efforts déployés en vue de parvenir à une solution mutuellement acceptable dans le cadre de la résolution 1244 (1999) et dans le plein respect des principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

M. Sangjin Kim (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je voudrais, tout d'abord, remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Ziakeh, de son exposé important et riche en informations. Ma délégation souhaite également la bienvenue au Conseil à S. E. M. Marko Đurić, Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie, et à S. E. M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz, Vice-Première Ministre du Kosovo.

La République de Corée encourage un règlement pacifique des problèmes liés au Kosovo et à la Serbie, par la voie du dialogue politique et de la négociation. Lorsque la Serbie et le Kosovo ont accepté de reprendre les négociations l'année dernière pour normaliser leurs relations, nous avons espéré que les bases de la paix avaient été jetées. Toutefois, les discussions visant à mettre en œuvre l'accord de 2023 n'ont pas encore progressé sur le fond, et les tensions persistent entre Belgrade et Pristina.

Selon le récent rapport du Secrétaire général (S/2024/741), les mesures unilatérales provocatrices n'ont fait que saper plus encore tous les efforts entrepris jusqu'à présent et éroder la confiance entre les communautés. Parmi ces mesures figurent la fermeture de plusieurs institutions financières et bureaux de poste serbes, les tentatives de réouverture du pont de Mitrovica dans le nord du Kosovo et l'application d'une nouvelle réglementation monétaire, qui ont eu des effets perturbateurs pour la population locale.

Dans ce contexte, je voudrais mettre l'accent sur les points suivants.

Premièrement, nous appelons toutes les parties à s'abstenir de toute déclaration provocatrice et de toute action unilatérale susceptible de déclencher un nouveau conflit. Outre qu'elles perturbent la vie quotidienne et entravent les droits socioéconomiques des personnes concernées, ces mesures mettent en péril la possibilité de parvenir à la paix et à la stabilité qui sont essentielles pour garantir un avenir prospère. Pour que la normalisation devienne une réalité dans la région, il ne peut y avoir d'impunité pour les crimes, quelle que soit l'identité de leurs auteurs. Cela inclut les attaques contre le

Service de police du Kosovo dans le village de Banjska l'année dernière.

Deuxièmement, nous encourageons les deux parties à renouer un dialogue constructif dans le cadre des négociations facilitées par l'Union européenne en vue d'atteindre l'objectif de normalisation des relations et d'une paix durable. Le Kosovo et la Serbie doivent s'efforcer de réduire leurs divergences concernant la mise en œuvre de l'accord de Bruxelles. Une feuille de route existe. Il appartient désormais aux deux parties de franchir les prochaines étapes sur la voie de la paix.

Ma délégation réaffirme que le dialogue facilité par l'Union européenne est la meilleure plateforme pour combler le fossé entre les deux parties et croit fermement que les questions litigieuses doivent être abordées dans ce cadre en toute bonne foi. À cet égard, nous nous félicitons de la réunion trilatérale qui s'est tenue la semaine dernière à Bruxelles entre le facilitateur de l'Union européenne et les principaux négociateurs des deux parties.

Enfin, ma délégation félicite le personnel de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo de sa contribution inestimable au maintien de la stabilité au Kosovo et dans la région environnante et à l'instauration de la confiance entre les communautés locales, en collaboration avec des partenaires internationaux tels que la Force internationale de sécurité au Kosovo et la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo. Une répartition plus efficace des tâches entre les institutions bénéficiera à toutes les parties intéressées.

Pour terminer, nous espérons sincèrement que la région des Balkans occidentaux, dont le passé récent a été marqué par la violence et la tragédie, connaîtra bientôt la réconciliation, la paix et la prospérité. La République de Corée est prête à coopérer avec toutes les parties prenantes pour faire en sorte que l'avenir de la région soit placé sous le signe de la coexistence pacifique.

M. Fu Cong (Chine) (*parle en chinois*) : Je salue la présence du Ministre serbe des affaires étrangères Đurić à la séance d'aujourd'hui. J'ai écouté attentivement l'exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Ziadeh.

La question du Kosovo a une incidence sur la paix et la stabilité dans les Balkans et dans toute l'Europe. La position de la Chine sur la question du Kosovo a toujours été cohérente et claire. Nous pensons que les mesures unilatérales ne contribueront pas au règlement de la question du Kosovo. Elles ne favoriseront pas non plus la paix

et la stabilité dans la région. Nous soutenons les parties concernées dans la recherche d'une solution politique mutuellement acceptable, par le dialogue et la concertation, dans le cadre de la résolution 1244 (1999). Dans ce processus, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Serbie doivent être pleinement respectées.

Compte tenu de l'évolution récente de la situation et de l'exposé que nous venons d'entendre, je voudrais souligner quatre points.

Premièrement, depuis un certain temps, les tensions dans le nord du Kosovo se sont aggravées avec un grand nombre d'atteintes violentes à la sécurité. Les autorités kosovares portent la responsabilité de cette situation. Les autorités du Kosovo ont annoncé l'interdiction du dinar serbe, forcé les institutions gérées par les Serbes à fermer, mené des perquisitions violentes chez des Serbes du nord du Kosovo et annoncé leur intention de rouvrir le pont sur la rivière Ibar/Ibër. Ces mesures unilatérales ont de graves conséquences sur les moyens de subsistance et la sécurité des Serbes, ont suscité leur peur et ont exacerbé les antagonismes. De nombreux pays ont exprimé leur inquiétude et leur déception à ce sujet. La Chine est elle aussi très préoccupée. Nous demandons instamment aux autorités du Kosovo de mettre fin à ces mesures unilatérales et de revenir immédiatement sur la voie du dialogue et de la concertation. La Force internationale de sécurité au Kosovo doit respecter effectivement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie et œuvrer véritablement en faveur de la paix et de la stabilité dans les Balkans.

Deuxièmement, la tolérance, la réconciliation et la coexistence harmonieuse entre toutes les communautés sont non seulement une condition préalable à la stabilité au Kosovo, mais servent aussi les intérêts fondamentaux et à long terme de toutes les parties. Nous notons avec préoccupation que le rapport du Secrétaire général (S/2024/741) fait état de la propension des autorités du Kosovo à intimider et à arrêter des Serbes, ainsi que de l'absence persistante de représentation de la population serbe dans les institutions municipales dans le nord du Kosovo, ce qui se traduit par des violations répétées de leurs droits fondamentaux et légitimes. Nous exhortons les autorités du Kosovo à donner la priorité à la population, à privilégier la réconciliation et à régler les différends par un dialogue et des négociations pragmatiques et constructifs.

Troisièmement, la création de la communauté de municipalités à majorité serbe est un élément important du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations de 2013. Les autorités du Kosovo doivent honorer leurs engagements par des actions

concrètes, au lieu de poser sans cesse de nouvelles exigences et conditions. Nous espérons que la nouvelle direction de l'Union européenne maintiendra sa neutralité sur la question du Kosovo et usera de ses bons offices de manière juste et impartiale. Nous attendons de toutes les parties qu'elles poursuivent les discussions sur un règlement politique de la question du Kosovo, sous l'égide de l'Union européenne.

Quatrièmement, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) joue un rôle important dans le maintien de la stabilité et la promotion de la réconciliation nationale. L'ONU et le Conseil doivent continuer de prêter attention à la question du Kosovo et d'y contribuer, d'aider la MINUK à s'acquitter pleinement de son mandat et d'appuyer l'action de la Représentante spéciale Ziadeh.

La situation mondiale actuelle est marquée par un enchevêtrement de turbulences, et nous ne pouvons pas nous permettre de nouveaux bouleversements. La réalité nous montre que si on laisse s'accumuler les différends en matière de sécurité, ils finiront par déboucher sur une crise. La région des Balkans a connu des guerres tragiques, et il incombe à la communauté internationale d'étudier conjointement les moyens de mettre en place une architecture européenne de sécurité équilibrée, efficace et durable et d'éviter que cette région ne soit à nouveau plongée dans la tourmente. La Chine est prête à collaborer avec toutes les parties concernées pour continuer à promouvoir le dialogue, les échanges et la coexistence pacifique entre les communautés ethniques de la région, et pour favoriser un règlement politique rapide de la question du Kosovo.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Ziadeh de son exposé. Nous tenons à saluer les efforts qu'elle et son équipe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) déploient pour promouvoir le dialogue interethnique et la réforme de l'état de droit au Kosovo.

Nous devons toutefois reconnaître que d'autres organismes des Nations Unies présents au Kosovo accomplissent ce type de travail de manière plus appropriée. Après 25 ans, la MINUK cela fait longtemps n'est plus utile si on se réfère à son mandat initial, et les États-Unis demandent au Conseil de réexaminer les opérations de la Mission au Kosovo et de prendre des mesures en vue de son retrait. Comme nous le savons tous, le Conseil de sécurité est saisi d'innombrables autres questions, et ces séances d'information devraient être remplacées par des séances privées annuelles. Nous exhortons également

la MINUK à faire preuve de neutralité dans ses futurs rapports afin de mieux refléter l'impartialité de la Mission.

Plus d'un an s'est écoulé depuis l'attaque des paramilitaires serbes contre le Service de police du Kosovo à proximité du monastère de Banjska, dans le nord du Kosovo, et la Serbie n'a accompli aucun progrès notable pour amener les responsables de ces actes à en répondre, notamment le chef de file autoproclamé de cette attaque, Milan Radoičić. Nous demandons instamment la pleine application du principe de responsabilité, conformément à l'état de droit. Nous demeurons également préoccupés par les récentes mesures non coordonnées prises par le Gouvernement du Kosovo, qui sont contraires à l'engagement pris par le Kosovo de travailler dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. Ces mesures nuisent au bien-être des communautés vulnérables et non majoritaires et compromettent la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie.

Les États-Unis partagent l'aspiration de tous les peuples des Balkans occidentaux, y compris le Kosovo et la Serbie, à renforcer l'intégration économique régionale, à promouvoir la stabilité régionale, la démocratie et des sociétés multiethniques et à consacrer la primauté du droit. Le dialogue facilité par l'Union européenne est la voie convenue pour la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo et l'admission au sein des institutions européennes.

Les États-Unis continuent de collaborer avec l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et ses partenaires au sein de l'OTAN afin de contenir les tensions dans le nord du Kosovo, de dissuader les deux parties de prendre des mesures d'escalade et de faire avancer la mise en œuvre de tous les engagements pris dans le cadre du dialogue entre la Serbie et le Kosovo, y compris la création de l'Association/Communauté des municipalités à majorité serbe. Nous mettons en garde les deux parties contre toute action non coordonnée ou susceptible d'aggraver la situation, et les exhortons à régler les problèmes dans le cadre du dialogue. L'objectif ultime des États-Unis reste la reconnaissance mutuelle.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général Ziadeh de son exposé. Je salue la participation du Ministre des affaires étrangères de la Serbie et de la Vice-Première Ministre du Kosovo à la présente séance.

Malte se félicite des récentes évolutions positives et de l'accord décisif conclu lors du sommet du processus

de Berlin. Le déblocage de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale et la levée des restrictions imposées aux importations en provenance de Serbie au Kosovo constituent une avancée positive vers la normalisation des relations et permettent aux deux parties de récolter les fruits de l'Accord. L'enregistrement officiel de la propriété du monastère de Visoki Dečani mérite également d'être mentionné et salué. Cependant, nous demeurons préoccupés par les derniers faits nouveaux dont la Représentante spéciale du Secrétaire général a fait état dans son exposé. Les actions susceptibles d'aggraver la situation sur le terrain doivent cesser. Elles compromettent la stabilité régionale et mettent en péril la paix et la sécurité. Les discours clivants doivent être évités à tout prix. Le dialogue et la coopération de bonne foi sont indispensables pour régler les différends et garantir la stabilité.

Nous appelons les deux parties à réfléchir et à travailler à des solutions de compromis qui puissent aboutir à une paix durable et à des progrès économiques et sociaux. Nous appuyons tous les efforts déployés pour faciliter une solution pacifique et durable qui réponde aux préoccupations légitimes de toutes les parties concernées. Cependant, le dialogue n'est pas une fin en soi. Le moment est venu d'agir. Nous exhortons les deux parties à prendre des mesures concrètes pour désamorcer la situation et préserver la sécurité et les intérêts de tous les résidents. Nous appelons les parties à honorer leurs obligations découlant de l'Accord sur la voie de la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo, et à prendre des mesures qui satisfont à ces obligations. Il est indispensable de respecter les accords et les engagements existants pour pouvoir réaliser des progrès. Toutes les parties doivent donner la priorité au respect des droits humains et à la protection de la population civile dans toutes les décisions. Nous restons préoccupés par l'absence de progrès dans la création de l'Association/Communauté de municipalités à majorité serbe du Kosovo. Cette mesure jouerait un rôle déterminant dans le processus de normalisation, et nous demandons que des progrès rapides soient accomplis dans ce domaine au cours des prochains mois.

Un an s'est écoulé depuis les attaques terroristes qui ont pris pour cible le Service de police du Kosovo. Malheureusement, aucun progrès notable n'a été enregistré dans cette affaire. Les auteurs des attentats de septembre 2023 n'ont toujours pas été traduits en justice, et les responsables doivent être amenés à répondre de leurs actes. Le dialogue facilité par l'Union européenne reste le meilleur cadre pour faciliter le dialogue entre les deux parties. Nous préconisons de faire un meilleur usage

de ce cadre afin de veiller à ce que les décisions prises ne causent pas de difficultés injustifiées aux communautés.

Malte est convaincue que l'avenir du Kosovo et de la Serbie se trouve dans l'Union européenne. Nous invitons les deux pays à poursuivre les réformes cruciales qui mèneront à leur intégration dans l'Union européenne, en s'appuyant sur la pleine participation de tous les acteurs concernés au sein de la société civile, y compris les communautés vulnérables et marginalisées. La participation pleine, égale, véritable et en toute sécurité des femmes aux affaires politiques et à la prise de décisions est capitale. Malte est aussi consciente de l'importance du rôle que joue la MINUK pour promouvoir la sécurité et la stabilité, et salue le travail accompli par la Représentante spéciale du Secrétaire général. Nous continuons d'appuyer pleinement la présence de la Mission au Kosovo et son engagement en faveur de la protection et de la promotion des droits humains, de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Pour terminer, nous espérons que les deux parties parviendront à sortir de l'impasse actuelle, caractérisée par des actes de provocation incessants, des déclarations dangereuses et des promesses non tenues. Nous demandons instamment aux deux parties de n'épargner aucun effort pour éviter de porter atteinte aux progrès accomplis, et nous encourageons les dirigeants à respecter leurs engagements et à prendre des mesures tangibles, qui sont indispensables pour trouver une solution pacifique, durable et mutuellement bénéfique.

La Présidente : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Suisse.

Je voudrais commencer, comme mes collègues, par remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo de son intervention. Je souhaite la bienvenue au Ministre des affaires étrangères de la Serbie et à la Ministre des affaires étrangères du Kosovo.

La Suisse entretient des liens profonds et de longue date avec les Balkans occidentaux. La diaspora de cette région en Suisse joue un rôle essentiel en tant que pont entre nos sociétés, favorisant la compréhension mutuelle. Depuis notre entrée au Conseil de sécurité, nous avons été témoins de situations tendues dans les quatre municipalités du nord du Kosovo. Les défis pour la stabilité et les bonnes relations interethniques persistent. Les actions unilatérales menées au cours des six derniers mois ont engendré une insécurité considérable, affectant la vie quotidienne des citoyens, en particulier celle des Serbes du Kosovo. La Suisse souligne que la coexistence pacifique

et inclusive est indispensable pour assurer une stabilité durable. Le respect des droits humains, y compris des droits des minorités, et l'adhésion aux principes démocratiques et de l'état de droit sont essentiels. La participation des Serbes du Kosovo à la gouvernance locale et nationale et à la vie communautaire est indispensable à un vivre-ensemble plus apaisé.

En outre, les retards dans les enquêtes sur l'attaque de Banjska et les affrontements de mai 2023, ayant blessé des soldats de la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR), ajoutent à l'inquiétude. Plus d'un an après, il est important que la justice suive son cours avec plus de célérité. Ces développements soulignent l'importance de faire avancer le dialogue facilité par l'Union européenne. Nous réaffirmons notre soutien à ce processus et notre engagement à y contribuer. Les questions en suspens devraient être abordées dans ce cadre, de manière constructive et dans un esprit de confiance. Pour que les solutions soient durables, le processus devrait toutefois être plus inclusif, en assurant la participation pleine, égale et significative des femmes.

Il est regrettable qu'après l'élan généré par les accords de Bruxelles et d'Ohrid au début de l'année 2023, le dialogue se soit essouffé. Les dirigeants politiques du Kosovo et de la Serbie doivent faire preuve de volonté politique et s'engager pleinement dans sa mise en œuvre. Nous appelons les deux parties à honorer leurs engagements sans délai et sans conditions préalables. Cela implique, pour le Kosovo, de mettre rapidement en place l'Association/Communauté des municipalités à majorité serbe, et pour la Serbie, de ne pas s'opposer à l'adhésion du Kosovo aux organisations internationales. Le respect des engagements passés est la base des avancées futures.

Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis la fin de la guerre. Nous reconnaissons le rôle vital joué par les organisations internationales dans la stabilisation et le développement du Kosovo, notamment la KFOR, dans laquelle des milliers de soldats suisses ont servi. Nous félicitons également la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour le travail important qu'elle a accompli depuis 1999, et estimons qu'une discussion constructive sur un éventuel réexamen stratégique pourrait être utile pour ses efforts futurs. La communauté internationale continue d'avoir un rôle à jouer pour soutenir la stabilité régionale. Toutefois, c'est au Kosovo et à la Serbie qu'incombe la responsabilité de désamorcer les tensions et d'assurer des progrès dans leurs relations de voisinage. À cette fin, des solutions politiques doivent

être trouvées. Cela exige un engagement soutenu et des efforts pragmatiques.

Nous saluons les récents résultats dans le cadre du processus de Berlin et soulignons que l'intégration régionale est une condition préalable à la prospérité de la région. Nous soulignons également qu'il importe de favoriser la confiance entre les parties, notamment par des efforts de réconciliation. La coopération sur le sort des personnes disparues est un pas dans cette direction. La Suisse contribue à cet objectif avec une mission d'experts afin de tester la possibilité d'utiliser de nouvelles technologies dans la recherche de personnes disparues. En soutenant ces efforts, la Suisse contribue à la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie. Nous continuerons à œuvrer à la promotion de la paix et à la prospérité dans les Balkans occidentaux, au-delà de notre rôle au Conseil.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères de la Serbie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

Avant de la lui donner, je me permets de dire aux membres du Conseil que dans la préparation ordinaire de cette rencontre, nous nous étions mis d'accord avec les deux délégations sur le fait qu'elles pourraient aller au-delà de leur temps de parole normal de cinq minutes et aller jusqu'à 20 minutes. Je les remercie toutes deux de s'être tenues, à la minute, à cet engagement, et je m'en réjouis. Et nous nous sommes mis d'accord sur le fait que si les délégations le souhaitaient, elles pourraient prendre la parole une deuxième fois pour un temps de parole de sept minutes au maximum. Je leur fais confiance pour s'en tenir aussi à ce deuxième engagement.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

M. Đurić (Serbie) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, nous avons entendu un message très regrettable de la part de la représentante du régime de Kurti. Nous avons entendu un flot ininterrompu d'insultes et de mensonges visant la République de Serbie et notre président, des propos diffamatoires qui ne font qu'accentuer les tensions interethniques et ramener la région dans le passé. À mes préoccupations concrètes et bien établies concernant la situation du peuple serbe au Kosovo et à la main de coopération tendue au peuple albanais, la représentante du régime de Kurti ici présente a répondu, une fois de plus, par le rejet du processus de normalisation, en employant un langage inacceptable et insultant. Je tiens à réaffirmer

que nous ne sommes pas en conflit avec le peuple albanais. Nous n'avons de problèmes qu'avec le régime, qui opprime systématiquement les Serbes et les autres communautés non majoritaires du Kosovo-Metohija. J'essaierai de revenir brièvement sur quelques éléments évoqués par la représentante de Kurti.

Tout d'abord, leur obsession du Président Vučić indique un certain nombre de choses. La première, c'est que le Président gouverne bien la Serbie, et que certains sont amers et furieux face au renforcement de notre sécurité économique et de notre position en matière de politique étrangère. Et une fois de plus, ils manquent de respect aux victimes du conflit, notamment du génocide, en utilisant ce terme de manière inappropriée, surtout si l'on considère que plus des deux tiers de la communauté serbe a en fait été expulsée de force du Kosovo-Metohija. Ils peuvent tenter de créer une réalité différente sur le terrain et d'expulser tous les Serbes par des actions qui sont inacceptables au XXI^e siècle, mais en vertu du droit international public, dans cette salle, le Président Vučić est aussi leur président. Il est inapproprié et insultant pour de nombreuses personnes que le Président soit traité de cette manière et que l'on parle ainsi de lui.

La deuxième concerne le fait qu'elle a parlé d'un prétendu manque de soutien de la communauté serbe au Gouvernement serbe et au Président de la Serbie. Cela me rappelle une chose très importante : pendant trois cycles électoraux consécutifs, le régime de Kurti a empêché les Serbes de participer aux élections serbes. Il les empêche d'exercer leurs droits démocratiques fondamentaux, ce qui a été condamné à maintes reprises par la communauté internationale, y compris par certains des membres du Conseil qui sont les plus ardents défenseurs d'un Kosovo soi-disant indépendant.

La troisième, et c'est particulièrement important, c'est le fait que M^{me} Gërvalla-Schwarz utilise une technique bien connue de déshumanisation en discréditant et en étiquetant les gens, ce qui réduit l'empathie et crée un contexte inacceptable susceptible d'entraîner des préjugés pour les personnes qui sont la cible de ces techniques, ou leur expulsion forcée. Il faut éviter ce langage diffamatoire.

Avant de conclure mon intervention, je tiens également à dire que je ne cache pas le fait que dans le cadre de mon travail au Kosovo au fil des ans, j'ai rencontré Milan Radoičić, tout comme j'ai rencontré Albin Kurti, Ramush Haradinaj, Hashim Thaçi et bien d'autres personnes qui sont aujourd'hui en prison pour avoir commis des crimes de guerre contre la communauté serbe. Je condamne sans

équivoque toute violence commise à l'encontre de toute communauté ethnique au Kosovo-Metohija. J'ai cependant une question : pourquoi le Gouvernement d'Albin Kurti dissimule-t-il des preuves concernant l'attaque de Banjska ? Cela fait des mois que le parquet serbe a réclamé ces éléments de preuve par l'intermédiaire de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo. Tout le monde au Kosovo sait que son gouvernement cache ces preuves. Et, alors que nous pleurons nous aussi la mort de toutes les victimes de Banjska, y compris M. Afrim Bunjaku, que le Président Vučić a mentionné publiquement, nous exigeons que des éléments de preuve soient fournis sur les meurtres d'Igor Milenković, de Bojan Mijailović et de Stefan Nedeljković. Il ne faut pas oublier ces noms. Leurs familles et le public méritent des réponses. Une force excessive a-t-elle été utilisée contre eux de manière meurtrière et criminelle ? Le public mérite des réponses.

Parmi les nombreux autres propos diffamatoires qu'elle a tenus, elle a qualifié la Serbie de fasciste. En tant que descendant d'une famille de survivants de la Shoah, je souhaite appeler l'attention de la communauté internationale sur le fait que le Gouvernement d'Albin Kurti a terminé la rénovation de la maison de Xhafer Ibrahim Deva à Mitrovica-Sud. Il était l'un des fondateurs de la division SS Skanderbeg, comme l'a récemment déclaré l'Ambassadeur allemand à Pristina, et l'un des principaux Quisling albanais pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a ordonné et commis des crimes contre un grand nombre de Serbes, de Juifs et de Roms. Cependant, les autorités de Pristina le considèrent aujourd'hui comme un héros national, et des écoles et des rues portent son nom. Aujourd'hui, il a également son propre mémorial à Mitrovica, construit par le Gouvernement de Kurti.

Enfin, je voudrais conclure en disant ce qui suit. J'ose imaginer que nous pouvons créer un avenir totalement différent si nous acceptons de travailler ensemble pour protéger les droits humains, rejeter l'extrémisme et faire respecter le droit international. Cet avenir exige un état d'esprit différent. Il requiert des actes, pas des mots. Il exige que nous demandions des comptes à tous ceux qui violent les droits humains et que nous veillions à ce que les Serbes et les Albanais puissent vivre dans la paix et la dignité au Kosovo-Metohija.

La Présidente : M^{me} Gërvalla-Schwarz a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne maintenant la parole.

M^{me} Gërvalla-Schwarz (*parle en anglais*) : Je commence par inviter de nouveau les membres du Conseil

à venir se rendre compte par eux-mêmes de la situation après cette séance. C'est la raison d'être du Conseil de sécurité. Nous sommes confrontés au plus grave risque pour la sécurité en Europe après la guerre en Ukraine. Je suis convaincue que le sort des Balkans dépend de la détermination de l'Occident.

En ce qui concerne le dialogue entre la Serbie et la Kosova, facilité par l'Union européenne, je voudrais simplement répéter que notre offre reste valable. Nous sommes prêts à signer les documents que l'Union européenne a proposé de signer. Nous attendons simplement la signature de M. Vučić, qui se fait attendre. Au lieu de cela, il se contente de répéter que l'accord n'impose aucune obligation à la Serbie. C'est mauvais signe. J'espère vraiment qu'en 2025, nous imprimerons un nouvel élan au dialogue, avec une stratégie et un objectif clairs qui nous permettront de prendre des mesures modestes, lorsque ce sera possible, pour surmonter le blocage créé par la Serbie.

La participation des Serbes aux institutions de la République de la Kosova est une question très sensible pour nous, car personne n'a expulsé les Serbes de ces institutions. La Serbie leur a demandé de quitter les institutions. La Serbie a menacé ceux qui ne voulaient pas partir. Et la Serbie a fait en sorte qu'ils ne puissent pas continuer de travailler pour les institutions de la Kosova. Ainsi, pour être mieux intégrés, pour mieux faire entendre leur voix lorsqu'il s'agit de leurs besoins, de leur vie quotidienne et de leurs familles, les Serbes de la Kosova ont commencé à s'intégrer de plus en plus au sein des institutions, et je pense qu'ils continueront. Les menaces émanant des structures criminelles, et directement de Belgrade, à l'encontre de ceux qui le font déjà ne pourront pas arrêter ceux qui veulent vivre dans une Kosova démocratique et libre, un pays qui leur permettra de devenir citoyens de l'Union européenne plus rapidement que s'ils vivaient en Serbie. J'estime qu'ils ont compris le message, contrairement aux menaces exprimées par Vučić dans des mesures récentes, qui ont été fortement critiquées aujourd'hui et hier par l'Union européenne. Rien ne pourra les empêcher d'essayer de bâtir un avenir meilleur dans le pays de la Kosova. Ils y bénéficient du soutien total du Gouvernement, et pas simplement du Gouvernement, mais aussi des institutions de la République de la Kosova.

En novembre 2022, seuls 17 % des citoyens serbes des quatre municipalités du nord de la Kosova ont déclaré au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qu'ils faisaient confiance à la police de Kosova. C'était en 2022. Aujourd'hui, grâce à nos efforts, non

seulement le taux de confiance des citoyens de notre pays a doublé dans les quatre municipalités, mais nous nous employons aussi à renforcer cette confiance jour après jour. Les citoyens de ces quatre municipalités ne se plaignent pas du tout des autorités centrales. Les entreprises privées déjà présentes fournissent des services à tous les citoyens, et pas seulement à certains groupes ethniques. Pas un seul bien n'a été endommagé par la police de la Kosova. J'invite la Serbie et tous ceux qui nous critiquent à respecter également les droits des minorités, à l'instar de la Kosova. J'invite en particulier la Serbie à renforcer les droits des minorités sur son propre territoire. Nous avons déjà exprimé notre volonté d'appliquer le principe de réciprocité avec la Serbie en ce qui concerne les droits des minorités. Je fais référence aux droits des minorités albanaises en Serbie, qui sont confrontées à la discrimination et traitées d'une manière qui ne devrait pas être autorisée dans un pays qui souhaite adhérer à l'Union européenne. Nous suivons de près la situation dans la vallée de Preševo. Si la Serbie veut dire que les droits des Serbes de la Kosova ne sont pas respectés, nous sommes prêts à appliquer le principe de réciprocité pour déterminer quel est le meilleur exemple.

À ce propos, les représentants de la Serbie et de la Russie ont parlé de 83 attaques, et ils ont été les seuls à le faire. Je puis assurer au Conseil que pas une seule de ces attaques n'était une attaque interethnique. Il s'agit d'infractions de droit commun que la police de la Kosova s'efforce de gérer de manière appropriée, comme cela doit être le cas dans tous les pays où règne le droit. Je sais que le représentant russe, qui a quitté la salle, n'apprécie pas mes propos. Il y a quatre semaines à peine, il a été décoré ici à New York par Alexander Vučić en marge des travaux de l'Assemblée générale. Je vais être très claire sur la question de persona non grata et d'autres questions qu'il a abordées : les représentants de cette Fédération de Russie agressive, qui a déclenché une terrible guerre contre l'Ukraine dans le but d'effacer l'Ukraine de la carte, ne sont pas les bienvenus en République de Kosova. Nous continuerons donc d'observer très attentivement qui est là et d'examiner très minutieusement s'ils présentent une menace pour notre sécurité nationale, puis nous agirons avec les instruments dont dispose un État démocratique et libre.

La représentante de la Fédération de Russie a aussi mentionné l'Armée de libération du Kosovo, une fois encore pour donner l'impression qu'il n'y a que des criminels dans le camp kosovar et aucun dans le camp russe et serbe, seulement des Mère Teresa. Je tiens à dire quelque chose : avec l'OTAN, nous avons vaincu Milošević, et

avec l'OTAN, nous avons arrêté le génocide et le meurtre de milliers de civils. Il y avait beaucoup de garçons et de filles braves et sincères qui défendaient leur propre famille et leur pays. Je sais que la représentante de la Fédération de Russie ne le comprend pas, car son pays traite avec des mercenaires. Mais dans notre cas, nous sommes très clairs là-dessus.

Je voudrais conclure par quelques mots encore. Les membres constateront que le document connu sous le nom de Mémorandum de l'Académie serbe des sciences et des arts, qui date de 1986, est un document fondamental qui a servi à Milošević pour les quatre guerres qu'il a menées en ex-Yougoslavie. M. Žbogar saura de quoi je parle. Et les membres auront entendu le représentant serbe tenir le même genre de propos aujourd'hui. En 1986, la Serbie avait le pouvoir au Kosovo, et les membres verront que le Mémorandum comporte quatre mentions des « Albanais commettant un génocide ». C'est la même stratégie. Ce sont les mêmes termes que nous avons déjà entendus. Je demande une fois de plus aux membres de vérifier à deux fois les informations qu'ils ont car – étant donné qu'ils sont présents dans notre pays en tant que communauté internationale – ils sont capables de traiter ces informations et de nous aider à combattre la désinformation.

Le Président : La représentante de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je tiens évidemment à répondre à M^{me} Gërvalla-Schwarz, qui a été invitée à la présente séance conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil en tant que la personne appelée à présenter un exposé au Conseil sur la question à l'examen.

Néanmoins, c'est la deuxième fois qu'elle nous parle de Milošević, du contexte historique, de divers honneurs militaires et d'autres conflits. En même temps, elle n'arrive pas à se concentrer et à répondre aux questions qui lui ont été posées au sujet de l'application de la résolution 1244 (1999) et des accords de Bruxelles de 2013 et 2015. Elle n'arrive pas non plus à répondre aux questions de savoir pourquoi la communauté des municipalités à majorité serbe n'a pas été créée ; pourquoi les droits de la population serbe de la province sont bafoués ; pourquoi les serbes détenus subissent des violences – y compris des mineurs, par exemple pour avoir chanté en serbe – ; pourquoi les maisons des réfugiés qui ont regagné leurs foyers sont incendiées ; et pourquoi les églises orthodoxes sont profanées. Telles sont les questions sur lesquelles l'exposé d'aujourd'hui aurait dû porter, mais apparemment il n'y a pas de réponses.

La séance est levée à 12 h 55.